

PROFIL DE PAYS

**ÉPREUVE À
DÉBATTRE**

PROFIL DE PAYS

NIGERIA

mars 2015



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

NIGERIA

mars 2015



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

Commandes

Pour commander des exemplaires du Profils de pays - Nigéria, veuillez contacter :

Section de publications
Commission économique pour l'Afrique
B.P. 3001
Addis-Abeba, Éthiopie

Tél: +251-11- 544-9900
Télécopie: +251-11-551-4416
Adresse électronique: ecainfo@uneca.org
Web: www.uneca.org

© 2015 Nations Unies
Addis-Abeba, Éthiopie
Tous droits réservés
Premier tirage : mars 2015

ISBN : 978-99944-61-63-9
eISBN : 978-99944-62-63-6

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

Design de la couverture : Carolina Rodriguez
Mise en page: Yaphet Lijalem

Table des matières

Remerciements	v
Note sur la classification des sources de données	vi
Le Nigéria en bref	1
Vue d'ensemble	2
Résultats économiques	3
Mesurer les processus et dynamiques d'intégration régionale	17
Tendances de l'intégration sous-régionale	18
La transformation sociale au Nigéria	19
Transformation structurelle thématique	23

Tables

Balance / GDP	9
Notation des données fournies par les institutions internationales	9
Classement du Nigéria dans l'indice d'intégration régionale en Afrique	17

Figures

Figure 1: Produit intérieur brut (en millions de naira)	4
Figure 2: Prévisions de croissance du produit intérieur brut pour la période 2014-2019	5
Figure 3: Prévisions de l'inflation pour 2014-2019	6
Figure 4: Prévisions de la balance courante pour 2014-2019	7
Figure 5: Contribution sectorielle au produit intérieur brut en prix constants (en pourcentage) (2013), après le changement de base	10
Figure 6 Taux de croissance sectorielle (pourcentage), 2005-2013, avant le changement de base	11
Figure 7: Balance courante, 2005-2013	15
Figure 8: Compte de capital et compte financier -Nigéria, 2005- 2013	16
Figure 9: Taux de croissance économique par opposition au taux de chômage, 2005-2013	20
Figure 10: Mortalité et causes de décès des enfants de moins de 5 ans	23
Figure 11: Prix du pétrole	24
Figure 12: Croissance du PIB	25
Figure 13: Croissance des dépenses publiques	26
Figure 14: Croissance du PIB	26



Remerciements

Le profil de pays du Nigéria été établi sous la direction générale de Dimitri Sanga, Directeur du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Ouest, et la supervision directe d'Aboubacry Lom, Chef du Centre de données sous-régional, puis d'Amadou Diouf, Chef par intérim du Centre. L'équipe de rédaction, conduite par Zacharias Ziegelhöfer, était composée de Oumar Sissoko et de Jérôme Ouédraogo. Les membres de l'équipe de rédaction tiennent à remercier leurs collègues du Bureau sous-régional pour leur contribution et en particulier Jean Luc Mastaki Namegabe pour sa coopération.

Nous souhaitons également saluer le rôle de coordination d'ensemble d'Abdalla Hamdok, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA, et le précieux soutien de Francis Ikome du cabinet du Secrétaire exécutif adjoint.

Nous sommes reconnaissants au Centre africain pour la statistique, à la Division de l'intégration régionale, du commerce et de l'infrastructure, au Centre africain pour les politiques commerciales, à la Division des politiques de développement

social, au Centre africain pour le genre et le développement et à la Division des politiques macroéconomiques de la CEA pour leur assistance s'agissant des travaux statistiques, des analyses et des commentaires. L'équipe de rédaction a également bénéficié de données fournies par le Ministère fédéral des finances, de la Banque centrale du Nigéria et d'autres organisations et institutions intergouvernementales et internationales.

Des remerciements spéciaux sont adressés aux participants à la session annuelle du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique de l'Ouest, qui s'est tenue à Dakar les 18 et 19 mars 2015; leurs précieuses suggestions et observations nous ont permis d'améliorer la qualité du profil de pays.

Enfin, nous tenons à remercier Jim Ocitti, Directeur de la Division de l'information et de la gestion des connaissances de la CEA, de l'appui fourni à la Section des publications pour l'édition, la traduction, le traitement de texte, la conception graphique et l'impression du présent profil de pays, et Carolina Rodriguez qui a inspiré la conception de la couverture.



Note sur la classification des sources de données

Les sources des données figurant dans la page récapitulative « le Maroc en bref » et dans le tableau des prévisions, ont été classées comme étant « bonnes » « satisfaisantes » ou « à améliorer ». Elles sont donc indiquées par un code de couleur.

Pour chaque statistique, les sources des données figurant dans la page récapitulative ont été évaluées du point de vue de la transparence et de l'accessibilité. L'évaluation a pris en compte la ponctualité, la reproductibilité, la citation, et la disponibilité des données dans le domaine public. Concernant la ponctualité, nous avons vérifié que les données pour l'année la plus récente, étaient disponibles. Pour évaluer la reproductibilité, nous avons déterminé que des méthodologies étaient disponibles auprès de la source de données et que les métadonnées étaient suffisantes pour permettre aux chercheurs de comprendre comment les statistiques ont été produites. Le critère de la citation a servi à déterminer la clarté de la source de données, qu'elles

proviennent des offices nationaux de statistiques ou d'institutions internationales. Finalement, le critère du domaine public a permis de savoir que les données se trouvaient dans une base de données à accès ouvert facilement accessible. Nous avons également présenté un index numérique indiquant la source de chaque statistique.

Le tableau de prévision des données a été classé du point de vue de la transparence et de l'accessibilité des données, ainsi que de la précision des prévisions, pour chaque institution internationale choisie. Les notes prennent en compte la reproductibilité, la ponctualité, l'historique, la source et le format des données, leur disponibilité dans le domaine public et la précision des prévisions.

Le Nigéria en bref

Généralités

Région	Afrique de l'Ouest
Langue officielle	Anglais
Monnaie	Naira
Capitale	Abuja
Appartenance à des communautés économiques régionales	CEDEAO, CEN-SAD

Classements

IDH	152/187 (2013)	17
Indice d'inégalité entre les sexes	152/187 (2013)	11
Index Ibrahim pour la gouvernance africaine	37/52 (2013)	8
Facilité de faire des affaires	170/187 (2014)	12
Perception de la corruption	136/175 (2014)	

Indicateurs démographiques clés

Population (en millions)	183,5 (2015)	
Enfants (0-14 ans)	81,4 (2015)	4
Adultes (15-64 ans)	97,1 (2015)	4
Plus de 65 ans	5 (2014)	4
Taux de croissance annuel moyen	2,8 (2014)	4
Population urbaine (en %)	46,9 (2014)	4
Taux brut de natalité (pour 1 000)	41,5 (2014)	4
Taux brut de mortalité (‰)	13,4 (2014)	4
Indice synthétique de fécondité	6 (2014)	4
Espérance de vie à la naissance (en années)	52,3 (2014)	

Éducation et emploi

Taux d'alphabétisation (15-24 ans) (en %)	72,8 (2015)	13
Taux de scolarisation nette dans le primaire (en %)	68,7 (2014)	1
Ratio emploi-population (total) (en %)	51,8 (2013)	14
Taux de chômage (en %)	23,9 (2011)	1
Population en dessous du seuil international de pauvreté (2 dollars/jour) (en %)	82,2 (2010)	8

Santé

Pourcentage des enfants de moins de 5 ans en insuffisance pondérale	25,5 (2014)	1
Prévalence de la sous-alimentation (en %)	6,4 (2014)	3
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000)	117,4 (2013)	15
Taux de mortalité infantile (pour 1 000)	74,3 (2013)	15
Taux de mortalité néonatale (pour 1 000 naissances vivantes)	37,4 (2013)	15
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	243 (2014)	1
Dépenses publiques de santé (en % du budget)	6,1 (2009)	

PIB et inflation

PIB (en milliards de dollars)	520,1 (2013)	1
Taux de croissance réelle du PIB (en %)	6,2 (2014)	1
Inflation - Évolution annuelle (en %)	8 (2014)	1

Monnaie et finances

Réserves internationales (en millions de dollars)	46 442 (2012)	2
Dette extérieure totale (en millions de dollars)	9 358 (2013)	2

Finances publiques

Total recettes et dons (en % du PIB)	17,2 (2013)	2
Total dépenses et prêts nets (en % du PIB)	15,0 (2013)	2
Déficit (-) / Excédent (+) global (en % du PIB)	2,1 (2013)	2

Secteur extérieur

Exportations - Total (en milliards de naira)	17 204 (2014)	1
Importations - Total (en milliards de naira)	7 231 (2014)	1
Aide publique au développement nette (en millions de dollars)	2 529,5 (2013)	9
Flux nets d'IDE (en millions de dollars)	5 609 (2013)	7

Trois principales productions agricoles

Manioc (en milliers de tonnes)	53 000 (2013)	3
Igname (en milliers de tonnes)	40 500 (2013)	3
Sorgho (en milliers de tonnes)	10 400 (2013)	3

Trois principales productions minières

Pétrole brut (millions de barils)	778 (2010)	1
Gaz naturel (pieds cubes normalisés)	1,837 (2009)	1
Pierre à chaux (millions de tonnes)	5,125 (2010)	1

Utilisation des TIC

Taux de pénétration de la téléphonie mobile (en %)	73,3 (2013)	16
Population utilisant l'Internet (en %)	38 (2013)	16

Environnement

Zones forestières (en % des terres)	9 (2012)	8
Émissions de CO2 (en milliers de tonnes métriques)	78 910 (2010)	8
(en tonnes métriques par habitant)	0,5 (2010)	8
Consommation d'énergie par habitant (en kg d'équivalent pétrole)	721 (2011)	8

* Le taux de change moyen en 2013 du dollar en naira est 157,3

Code source des données:

- | | | | |
|---------------------------------------|--------------------|---|----------|
| 1. Données nationales officielles | 6. UN Data | 11. Fondation Mo Ibrahim | 15. OIT |
| 2. ASYB 2014 | 7. FMI | 12. Transparency International | 16. UIT |
| 3. FAO | 8. Banque mondiale | 13. UNESCO | 17. PNUD |
| 4. Division de la population de l'ONU | 9. OCDE | 14. Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité | 18. USGS |
| 5. OMS | 10. CNUCED | | |

● Bien ● Satisfaisant ● Pourrait mieux faire



Vue d'ensemble

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a entrepris l'élaboration des profils de pays en 2014, en prenant le Nigéria comme pays pilote pour la région de l'Afrique de l'Ouest. La Commission intensifiera ses travaux sur les profils de pays dans les prochaines années, pour couvrir éventuellement l'ensemble des États membres. Bien que d'autres institutions aient également élaboré des profils de pays, ceux de la CEA devraient ajouter de la valeur en fournissant des analyses et des prévisions sur les politiques, en temps voulu et d'un point de vue africain, outre le suivi et les rapports sur le thème central de la transformation économique et structurelle dans les États membres.

Le profil du Nigéria présenté par la CEA a été élaboré dans le contexte de la modification de la période de référence du produit intérieur brut (PIB) de ce pays, qui a changé le poids économique du Nigéria en Afrique. En utilisant 2010 au lieu de 1990 comme année de base pour les estimations du PIB, le Nigéria est devenu la plus grande économie du continent africain, représentant 75,45 % de l'activité économique en Afrique de l'Ouest en 2013. La hausse du PIB reflète une tendance de longue date : le Nigéria a affiché une croissance économique rapide au cours des 10 dernières années, qui n'a été saisie que partiellement dans les chiffres non révisés du PIB. Aux fins des statistiques des comptes nationaux, le changement de base n'a pas seulement influé sur la valeur nominale du PIB, mais a également modifié la part des secteurs dans le PIB. Ce profil de pays tente de refléter ce changement en s'appuyant sur les chiffres après changement de base, dans toute la mesure possible et selon que de besoin, tout en analysant les tendances à long terme et les questions stratégiques fondées sur des données historiques.

L'économie nigériane a crû au rythme de 6,2 % en 2014 et devrait progresser à 6,1 % en 2015, dépassant le taux de croissance moyen du continent. Cette forte croissance s'inscrit dans le prolongement du développement économique rapide qui a eu lieu au Nigeria au cours des 10 dernières années, avec un taux de croissance moyen de 6,8 %. Après une récente révision du PIB, le Nigéria est devenu la plus grande économie de l'Afrique en termes absolus, affichant un PIB actuel de 80 092 milliards de nairas en 2013 (520,1 milliards de dollars)¹. Cependant, à 2 738,9 dollars courants des États-Unis de 2012, le taux du PIB par habitant du Nigéria reste bien inférieur à celui de l'Afrique du Sud, la deuxième plus grande économie du continent, qui s'élève à 7 352 dollars (courants des États-Unis de 2012).

Dans le passé, la structure de l'économie nigériane était dominée par l'agriculture (23 % du PIB en 2013), le pétrole brut et le gaz ainsi que la construction (11 % du PIB en 2013), mais une transformation est en cours. L'industrie manufacturière et les services sont plus performants que les autres secteurs en termes de croissance, et en 2013, ces deux secteurs représentaient déjà 9 % et 36 % du PIB respectivement, une tendance qui se renforce. La plupart des membres de la population active sont employés dans l'agriculture et les services.

Le Nigéria est un important exportateur de pétrole et de gaz, lesquels constituent plus de 85 % des exportations du pays, et importe des machines, du matériel de transport, des produits manufacturés et des denrées alimentaires.

Le développement social au Nigéria a été en deçà des attentes. Malgré les taux de croissance élevés et soutenus durant les 10 dernières années, le chômage est passé de

¹ Données officielles nationales



12,3% en 2006 à 23,9 % en 2011. En 2010, 68 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par personne par jour, ce qui représente un écart de pauvreté de 33,7 %. L'indice de Gini était de 48,1 en 2010, cela indiquant un niveau élevé d'inégalité de revenu.

Toutes les prévisions sont optimistes à l'égard du développement économique au Nigéria. La croissance devrait rester au-dessus de 6% après 2014. Mais de nombreux risques de baisse perdurent, notamment en ce qu'il s'agit de la demande de pétrole et des chocs pétroliers, de la situation sécuritaire dans le nord-est et du maintien de la discipline budgétaire et de la stabilité politique à l'approche des élections.

Résultats économiques

Le développement économique rapide du Nigéria, avec un taux de croissance de 6,2 % en 2014, a lieu dans un contexte de croissance globale ralentie et de demande modérée à l'échelle planétaire. Toutefois, les perspectives mondiales se redressent. La zone euro est finalement sortie de la récession en 2013 et la croissance se renforce aux États-Unis et se stabilise dans la plupart des pays émergents et des économies en développement.

La croissance économique en Afrique a ralenti, pour descendre de 5,6 % en 2012 à 3,5 % en 2013, dépassant la croissance mondiale de 2,5 % d'un facteur de 1,4, mais accusant du retard par rapport à la croissance moyenne de 4,8 % enregistrée dans les pays en développement. La croissance en Afrique a été soutenue par les prix relativement élevés des produits de base, l'intensification des liens commerciaux et des investissements avec les économies émergentes, la hausse de la demande intérieure chez les consommateurs urbains suite à l'accroissement de leurs

revenus, ainsi que les investissements publics dans les infrastructures. Compte tenu des prix des produits de base relativement élevés et de la demande intérieure croissante, la croissance du PIB en Afrique devrait progresser, pour passer de 3,5 % en 2014 à 4,6 % en 2015 et à 4,9 % en 2016.

La croissance réelle a varié selon les sous-régions. En 2012, l'Afrique de l'Ouest surclassait les autres sous-régions, avec un taux de croissance moyen de 7 % en 2013, taux pratiquement inchangé par rapport à l'année précédente (6,9 %). Elle a bénéficié d'investissements dans les secteurs du pétrole et des minéraux, lesquels figurent parmi les principaux moteurs de la croissance dans la sous-région, notamment au Burkina Faso, au Ghana, en Guinée, au Libéria, au Niger et en Sierra Leone.

En 2014, la propagation de la maladie à virus Ebola en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria a gravement nui à la santé publique et à l'activité économique dans ces pays. Pour 2014, les projections des autorités nationales suggèrent que la croissance serait réduite de -3,2 % pour la Guinée, de -4,9 % pour le Libéria, et de -4,7 % pour la Sierra Leone. Si le virus pouvait être contenu, ses effets négatifs sur la croissance dans la sous-région et dans la région devraient être limités en raison de la petite taille des économies touchées. En se basant sur un scénario pessimiste, la CEA estime que les effets sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest et en Afrique ne devraient pas dépasser -0,19 % et -0,05 % respectivement.

Le taux de croissance observé de 6,2 % pour le Nigéria en 2014 est en harmonie avec celui de la sous-région (6,3 %) et dépasse le taux de l'Afrique dans son ensemble (3,5 %).

La croissance réelle au Nigéria était à la hausse en 2012-2013, passant de 4,2 % en



2012 à 5,5 en 2013. Dans l'ensemble, le Nigéria a connu une croissance soutenue et rapide au cours des 10 dernières années, affichant un taux de croissance de 6,8 % en moyenne (2005-2013).

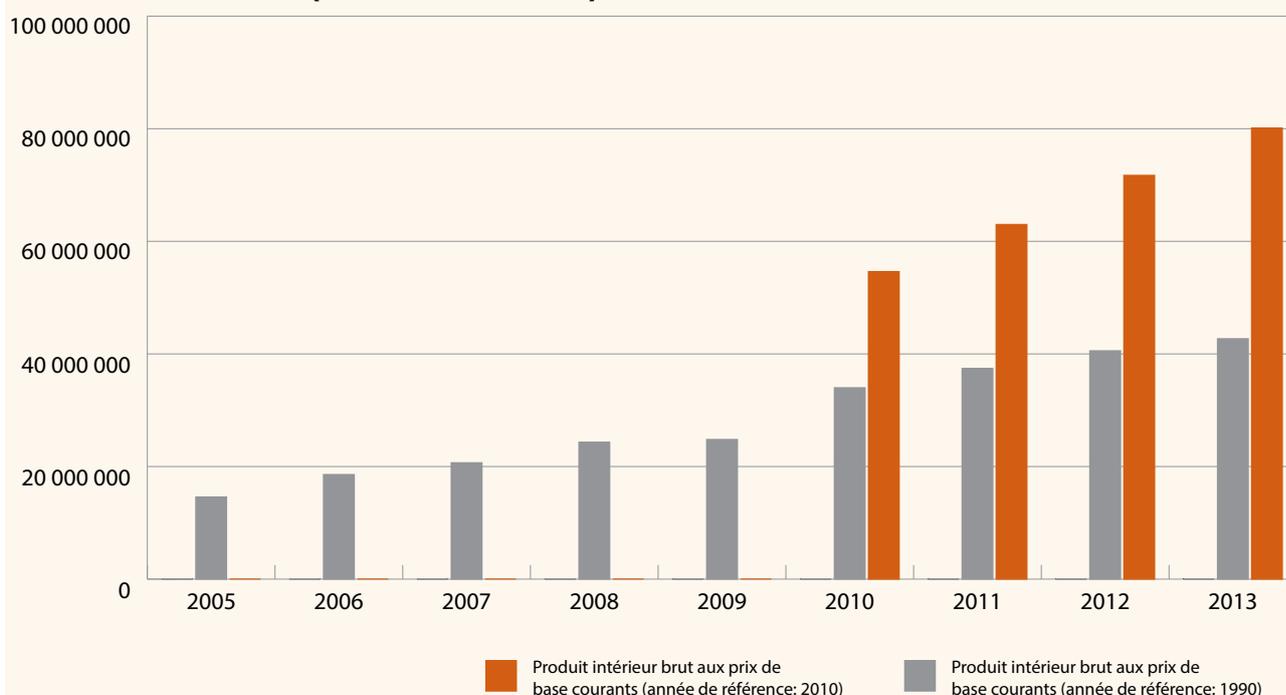
Comme dans les autres pays producteurs de pétrole de la sous-région, à savoir le Ghana, le Niger et la Côte d'Ivoire, l'économie non pétrolière au Nigéria a connu un taux de croissance supérieur à 5 % par an. Le Nigéria et la sous-région restent fortement dépendants des ressources primaires et des matières premières, bien que cette dépendance semble s'estomper. La croissance récente au Nigéria est tirée par les secteurs des services (en particulier les télécommunications) et de l'industrie manufacturière et, dans une moindre mesure, le secteur agricole. La croissance agricole (5,64 % en 2011, 3,97 % en 2012 et 4,55 % en 2013) a été inférieure à celle des télécommunications (34,58 % en 2011,

31,83 % en 2012 et 24,59 % en 2013) et à celle de l'industrie manufacturière (7,5 % en 2011, 7,55 % en 2012 et 8,22 % en 2013).

Le secteur pétrolier et gazier a freiné la croissance au cours des dernières années et a donc baissé en importance relative à cause de sa croissance lente ou négative (0,14 % en 2011, -0,91 % en 2012 et -0,45 % en 2013).

Au début d'avril 2014, le Nigéria a révisé les chiffres de son PIB en procédant au changement de base tant attendu des estimations, en utilisant 2010 comme année de référence plutôt que 1990. Après la révision, le PIB nominal du pays a été estimé à 81 009 milliards de nairas en 2013, comparativement à 42 397 milliards de nairas avant la révision, ce qui en fait la plus grande économie de l'Afrique en termes nominaux. Suite à cette révision, les estimations du PIB nominal pour 2013 ont progressé de 91,07 %.

Figure 1
Produit intérieur brut (en millions de naira)



Source : Banque centrale du Nigéria

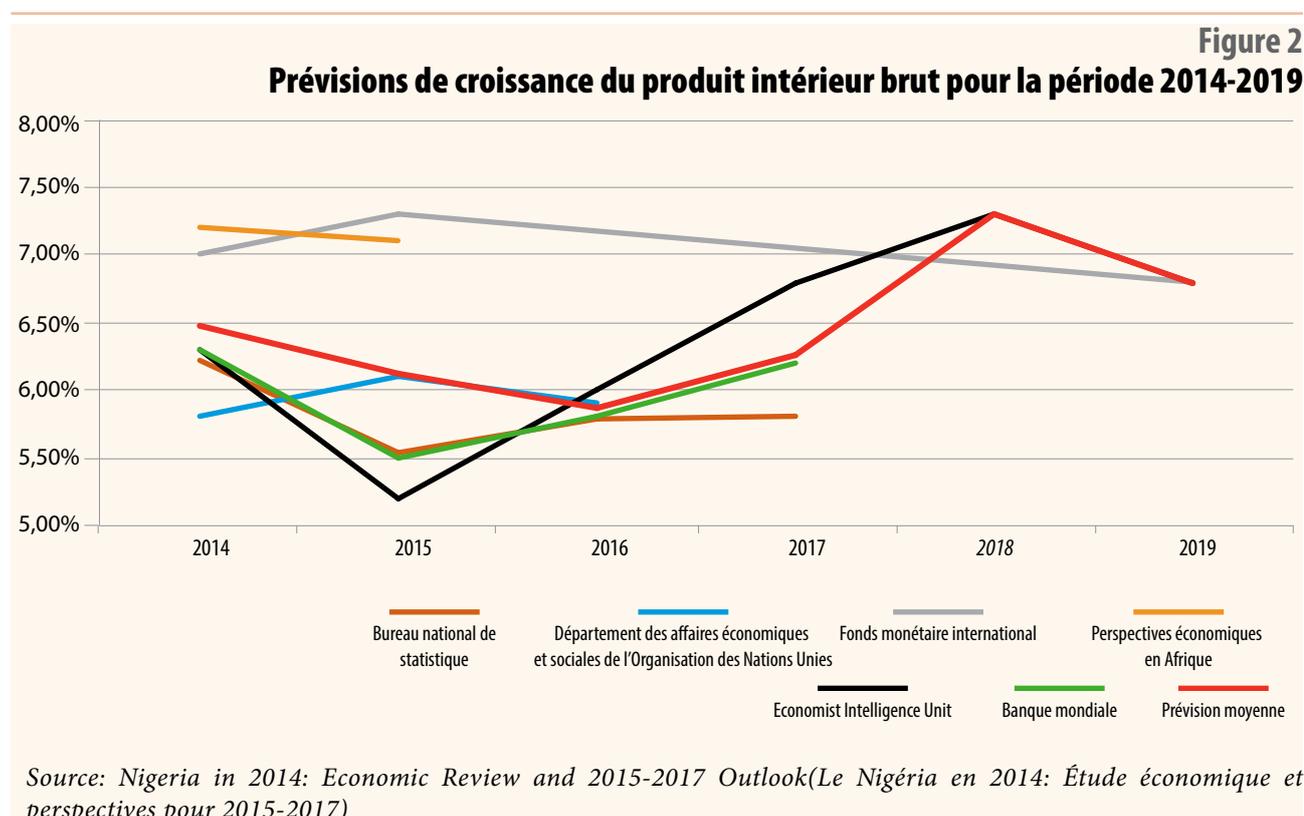
En dépit des résultats économiques remarquables et des taux de croissance constamment élevés, le Nigéria a affiché un revenu national brut par habitant de 2 101 dollars seulement (PNUD, 2005), reflétant les disparités régionales et la pauvreté largement répandue dans le pays. Selon la Banque mondiale, 68 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par personne par jour en 2010, avec un écart de pauvreté correspondant de 33,7 %. L'indice de Gini, indicateur de l'inégalité des revenus, se situait à 48,1 en 2010, ce qui reste élevé par rapport à celui des pays voisins (par exemple 39,8 au Burkina Faso).

En raison des taux élevés de croissance démographique et de la migration de la population des zones rurales vers les zones urbaines, le chômage est passé de 12,3 % en 2006 à 24,6 % en 2012 et devait, selon les prévisions, rester élevé en 2014 (24,3 %). Le taux de chômage élevé va de pair avec le taux de chômage élevé des jeunes – 25

% des jeunes entre 15 et 24 ans sont sans emploi et la situation ne va probablement pas s'améliorer dans un avenir immédiat.

Actuellement, la demande de l'économie nigériane est léthargique. Alors que la demande internationale pour les exportations nigérianes a reculé de 2011 à 2013, la demande intérieure ne révèle pas de tendance précise. Les exportations nettes ont chuté de 13 676 milliards de naira en 2011 à 9 395 milliards de naira en 2012 et ont légèrement grimpé en 2013, pour passer à 10 519 milliards de naira. Durant la même période, la consommation finale des ménages a crû légèrement, passant de 41 438 milliards de naira en 2011 à 42 116 milliards de naira en 2012, pour ensuite progresser à 58 138 milliards de naira en 2013.

Selon les données de la Banque mondiale (non révisées), les entrées nettes d'investissements étrangers directs ont augmenté, passant de 1,65 % du PIB en 2010 à 2,1 % du PIB en 2011, pour tomber



ultérieurement à 1,5 % du PIB en 2012. Les flux d'investissements étrangers directs durant ces trois années ont baissé globalement par rapport aux années précédentes (2005 à 2009), tandis que les entrées nettes d'investissements étrangers directs en pourcentage du PIB se situaient entre 3,3 % et 5 %. La formation brute de capital fixe a atteint un pic en 2010, s'établissant à 15,3 % du PIB et a fléchi par la suite pour venir à 14 % en 2011, 12,8 % en 2012 et 12,7 % en 2013. Cependant, le niveau de formation brute de capital fixe en 2013 dépassait quand même le taux moyen des années précédentes (8,7 % du PIB de 2005 à 2009).

Prévisions et analyse des risques

Selon les projections du Bureau national de statistique, du Fonds monétaire international, de l'Unité d'intelligence économique, du Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, des Perspectives économiques en Afrique et de la Banque mondiale, le taux de croissance

de l'économie nigériane pour 2014 se situera entre 5,8 et 7,2 %. La moyenne des prévisions pour 2014 est de 6,5 %, avant de reculer faiblement à un taux moyen de 6,1 % pour 2015, 5,9 % pour 2016 et 6,3 % pour 2017.

Les évaluations des perspectives du pays varient au cours de la période. Le coefficient de variation augmente de 8,1 % pour les prévisions de 2014 à 14,5 % pour celles de 2015 et est ramené à 1,7 % pour 2016 pour rebondir et atteindre 8 % pour 2017. Au-delà de 2017, seules deux institutions ont fait des prévisions : l'Unité d'intelligence économique prévoit un taux de croissance de 7,3 % pour 2018 et 6,8 % pour 2019, ce dernier taux étant identique à celui prévu par le Fonds monétaire international pour 2019.

L'inflation devrait rester stable et élevée, avec une prévision moyenne de 8,2 % pour 2014 et 8,8 % pour 2015. Tout au long de la période 2016-2019, le taux d'inflation moyen prévu se situe entre 7,6 % et 8,8 %.

Figure 3
Prévisions de l'inflation pour 2014-2019

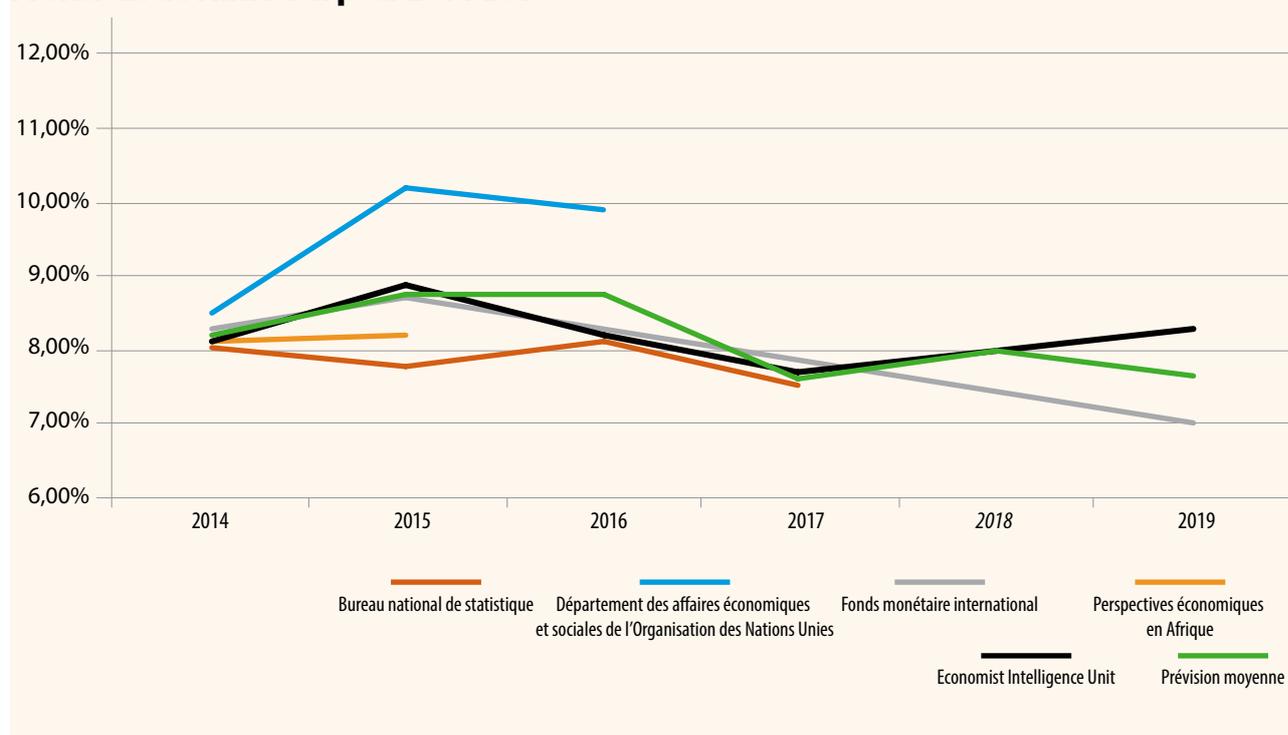
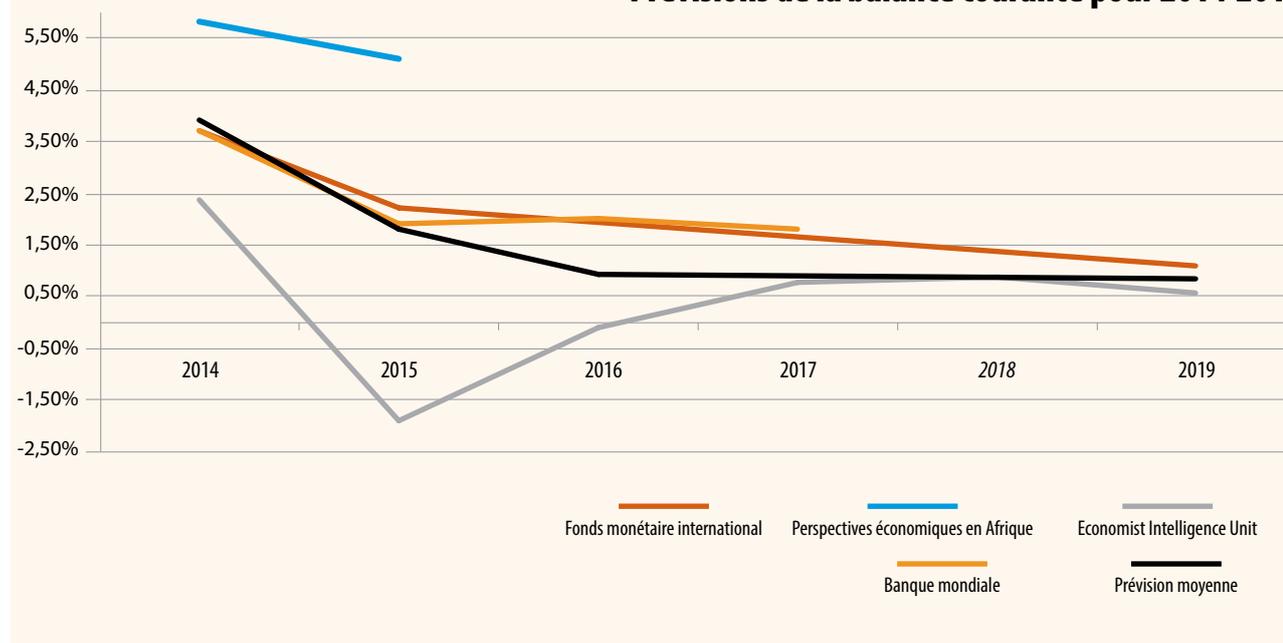


Figure 4

Prévisions de la balance courante pour 2014-2019



Les prévisions de l'inflation ont un écart de 0,45 point de pourcentage pour 2014, de 2,4 points de pourcentage pour 2015, et de 1,8 point de pourcentage pour 2016. Le coefficient de variation est de 2,3 % pour 2014, 10,5 % pour 2015 et 11,6 % pour 2016, ce qui révèle un grand écart dans les prévisions, en tenant compte de l'inflation.

Le solde de la balance courante du Nigéria devrait rester positif, avec une tendance à la baisse au cours de la période considérée. La moyenne des prévisions examinées évolue de 3,9 % du PIB pour 2014 à 1,8 % du PIB pour 2015, et à 1,0 % pour 2016. Au-delà de cette date, l'Unité d'intelligence économique prévoit une balance courante se situant entre 0,6 et 0,9% jusqu'en 2019, ce qui est comparable à l'estimation de 1,1 % pour 2019 du Fonds monétaire international.

Il existe des variations considérables dans les prévisions du solde de la balance courante, celles des Perspectives économiques en Afrique étant les plus optimistes et celles de l'Unité d'intelligence économique étant les plus pessimistes. Tout au long de la période,

les prévisions présentent une divergence allant jusqu'à 7 points de pourcentage pour 2015, année durant laquelle les Perspectives économiques en Afrique prévoient un solde du compte courant fortement positif et l'Unité d'intelligence économique un solde négatif. Le coefficient de variation est de 36,1 % pour 2014, 157 % pour 2015 et 156 % pour 2016.

Perspectives : positives mais avec des risques de baisse

Les perspectives économiques pour le Nigéria sont positives, malgré des risques considérables de détérioration : premièrement, la forte dépendance du pays à l'égard du secteur pétrolier et gazier rend vulnérables sa croissance économique, ses recettes publiques et ses comptes extérieurs aux chocs pétroliers négatifs et soutenus. Deuxièmement, le Gouvernement nigérian a partiellement perdu le contrôle de la situation sécuritaire dans le nord-est, la violence terroriste s'étant répandue dans d'autres parties du pays. La menace terroriste et l'insécurité peuvent dissuader les investisseurs internationaux et posent également un défi pour les entreprises locales dans les régions touchées.

Troisièmement, la concurrence politique entre les principaux partis et en leur sein en vue des prochaines élections présidentielles et législatives, lesquelles ont été reportées de la mi-février 2015 à la fin mars 2015, pourrait entraîner une hausse des dépenses publiques et compliquer davantage la tâche du gouvernement dans la poursuite de son programme de réforme.

Dans l'analyse thématique à la fin de ce document, nous analysons l'effet potentiel d'un choc sur les dépenses publiques et d'un choc pétrolier sur les perspectives de croissance de l'économie nigériane.

Précision des prévisions

Quelle est la fiabilité de ces prévisions? Sont-elles suffisamment précises pour permettre aux décideurs de les utiliser comme base pour leur prise de décision? Certaines de ces prévisions sont-elles trop optimistes ou trop pessimistes? Pour fournir aux décideurs des informations sur la précision des prévisions, les prévisions ex-ante ($t + 1$) des institutions respectives ont été comparées aux données réelles sur la base des critères de l'écart absolu moyen, du biais, de la variance et de la covariance (voir tableau 1). L'analyse qui suit repose sur l'évaluation conjointe du biais et de la variance.

Concernant la croissance du PIB, le plus petit écart des prévisions à partir des données réelles a été enregistré par la Banque mondiale (0,04), suivi par le Bureau national de statistique (0,07), du Fonds monétaire international (0,21), du Département des affaires économiques et sociales (0,38) et de l'Unité d'intelligence économique (0,44). Par conséquent, la Banque mondiale et le Bureau national de statistique ont fourni les prévisions les plus justes concernant la croissance du PIB, le Bureau ayant produit un bon résultat, probablement grâce à son avantage en tant qu'institution locale. S'agissant de l'inflation, les prévisions

du Département des affaires économiques et sociales étaient plus précises (0,31), suivies de celles de l'Unité d'intelligence économique (0,34), du Bureau national de statistique (0,62) et du Fonds monétaire international (0,63). Quant au solde du compte courant, les prévisions du Fonds étaient les plus précises (0,07), suivies de celles de l'Unité d'intelligence économique (0,43) et de la Banque mondiale (0,56).

Prévisions optimistes ou pessimistes

Pour évaluer si les prévisions sont systématiquement optimistes ou pessimistes, les écarts négatifs et positifs par rapport à la valeur réelle sont appréciés.

Quant à la croissance du PIB, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le Bureau national de statistique étaient optimistes, prévoyaient des taux de croissance plus élevés que ceux réellement enregistrés, tandis que le Département des affaires économiques et sociales et l'Unité d'intelligence économique étaient pessimistes dans leurs prévisions.

Concernant l'inflation, toutes les prévisions examinées se situaient systématiquement en dessous des taux réels; celles du Fonds monétaire international étant les plus optimistes, suivies de celles du Département des affaires économiques et sociales, de l'Unité d'intelligence économique et du Bureau national de statistique.

S'agissant du solde de la balance courante, la Banque mondiale a prédit des taux supérieurs aux valeurs réalisées, alors que le Fonds monétaire international et l'Unité d'intelligence économique ont prédit des valeurs inférieures aux données réelles.



Résultats sectoriels

Les quatre principaux contributeurs au PIB du pays sont l'agriculture, le pétrole brut et le gaz, l'industrie manufacturière et les télécommunications. Le changement d'année de base pour les estimations du PIB a abouti à un changement de pondération dans les contributions des secteurs au PIB. L'agriculture, qui constituait 38 % du PIB au début de 2013, n'a contribué qu'à hauteur de 23 % du PIB en 2013 après la révision. En

outre, le secteur du pétrole brut et du gaz a perdu du poids, descendant de 13 % à 11 % du PIB. Avec la révision des chiffres du PIB, les secteurs des services et de l'industrie manufacturière ont porté leur part du PIB de 21 % à 36 et de 4 % à 9 % respectivement.

Les parts révisées des secteurs reflètent une tendance qui était déjà perceptible à partir des données antérieures à la révision, mais qui avaient été sous-estimées. Le secteur

Tableau 1
Balance / GDP

	FMI			Economist Intelligence Unit			Banque mondiale		Département des affaires économiques et sociales		Bureau national de statistique	
	Croissance du PIB	Inflation	Balance courante	Croissance du PIB	Inflation	Balance courante	Taux de croissance	Balance courante	Croissance du PIB	Inflation	Croissance du PIB	Inflation
Écart absolu Moyen	1,72	2,58	6,22	2,11	2,94	8,84	1,56	3,36	1,86	3,12	1,59	3,32
Décomposition de l'erreur type de la moyenne	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Biais	0,19	0,38	0,06	0,43	0,06	0,33	0,00	0,51	0,37	0,18	0,04	0,19
Variance	0,03	0,25	0,01	0,01	0,28	0,10	0,04	0,05	0,01	0,13	0,03	0,43
Covariance	0,79	0,37	0,93	0,56	0,66	0,57	0,96	0,44	0,62	0,69	0,93	0,38

Source : Données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (2003-2013), des Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale (2007-2013), de la publication Situation et perspectives de l'économie mondiale du Département des affaires économiques et sociales (2003-2014), du rapport de pays de l'Economist Intelligence Unit et de la Banque centrale du Nigéria.

Note : L'importance est marquée par *** pour $p < 0,01$, ** pour $p < 0,05$ et $p < 0,1$, + balance courante/PIB.

Tableau 2
Notation des données fournies par les institutions internationales

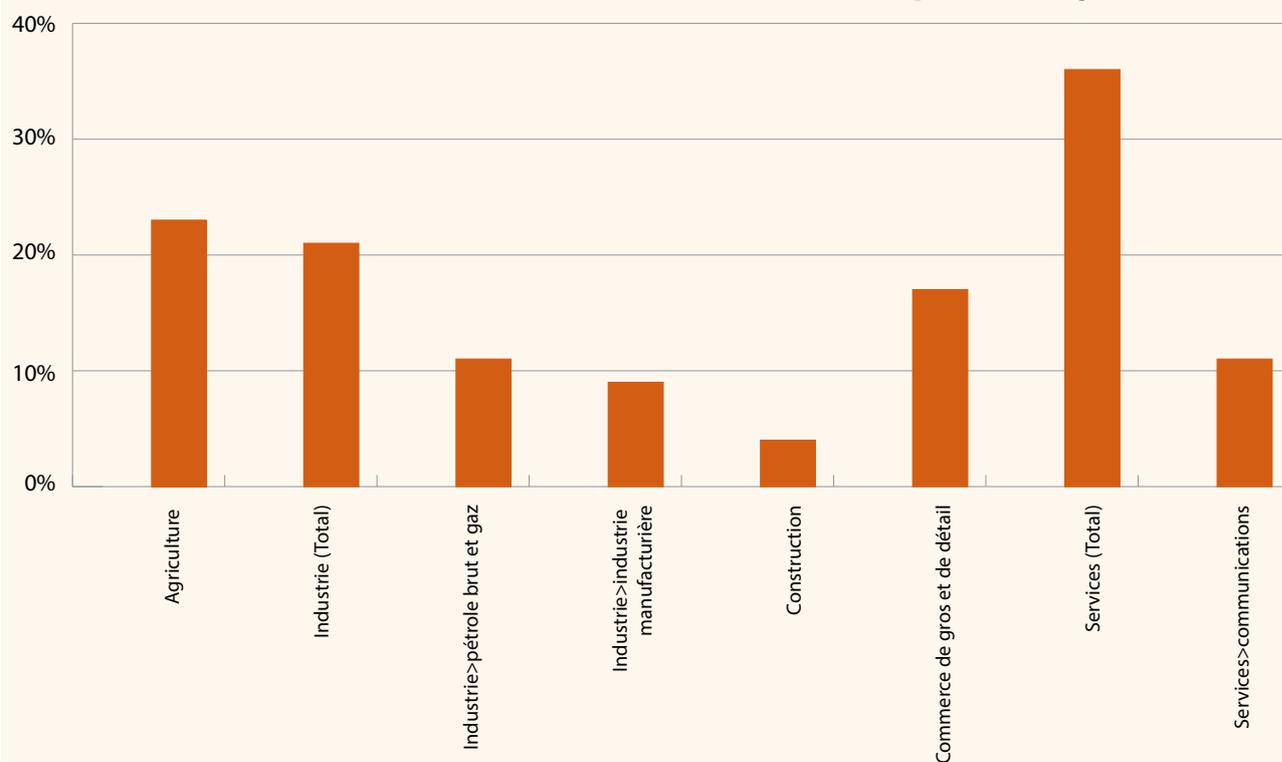
Institutions	FMI	EIU	BAD	DAES
Notation				

Légende  Bien  Satisfaisant  Pourrait mieux faire

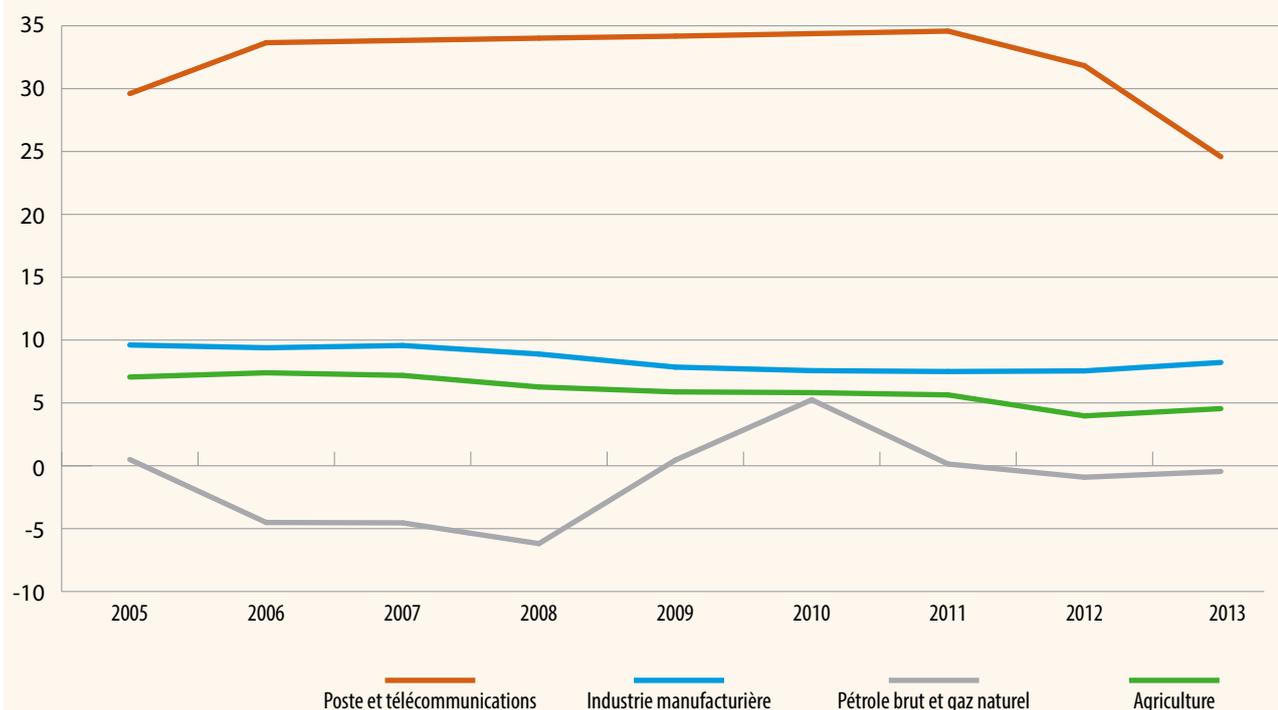
agricole, qui dominait l'économie nigériane en contribuant pour environ 40 % au PIB en moyenne sur la période 2005-2013, a récemment perdu de l'importance en tant qu'élément pilote du PIB, en raison de l'accroissement des activités dans les secteurs des télécommunications et de l'industrie manufacturière. Le secteur agricole a connu une croissance de 7 % environ entre 2005 et 2007, laquelle a ralenti les années suivantes, pour passer finalement à 4,6 % en 2013. La croissance agricole a bénéficié de l'appui du gouvernement, qui a fourni des semences, des engrais, des subventions et un meilleur accès au crédit. Le secteur du pétrole brut et du gaz a connu des taux de croissance négatifs globalement sur la période 2005-2013. Même si le secteur contribue toujours de façon importante au PIB, son poids relatif a diminué ces dernières années.

L'industrie manufacturière et les télécommunications sont les secteurs qui ont accru en permanence leur contribution au PIB. Alors que le secteur de l'industrie manufacturière a progressé de 7,5 à 9,6 % entre 2005 et 2013, le secteur des télécommunications a connu une croissance encore plus rapide grâce à la forte progression du secteur de la téléphonie mobile. Avant l'avènement de la téléphonie mobile en 2000, il y avait environ 750 000 lignes téléphoniques terrestres qui desservaient plus de 120 millions de Nigériens. Cependant, en 2013, environ 90 millions de Nigériens étaient connectés à des lignes mobiles (Nigerian Communications Commission), sur un total de 170 millions d'habitants. En 2005, le secteur des télécommunications a progressé au rythme de 9,61 %, pour passer ensuite à 34,58 % en 2011 avant de retomber à 31,83 % en 2012, et à 24,59 % en 2013. Les autres

Figure 5
Contribution sectorielle au produit intérieur brut en prix constants (en pourcentage) (2013), après le changement de base



Source : Banque centrale du Nigéria.

Figure 6**Taux de croissance sectorielle (pourcentage), 2005-2013, avant le changement de base**

Source : Banque centrale du Nigéria.

secteurs qui ont maintenu des taux de croissance supérieurs à 10 % pendant la même période sont le commerce de gros et de détail, la construction, l'hôtellerie et la restauration, ainsi que l'immobilier.

Compte tenu des changements structurels survenus dans l'économie nigériane, le développement du secteur des télécommunications est plus remarquables. Ce secteur a été le plus dynamique de l'économie nigériane et a rattrapé le secteur manufacturier pour se positionner au quatrième rang des secteurs de l'économie. Dans un climat de croissance forte et soutenue dans les secteurs de l'industrie manufacturière et des télécommunications, le Nigéria sort progressivement de sa forte dépendance à l'égard du secteur primaire.

Inflation et politique monétaire

La forte croissance économique au Nigéria s'est accompagnée d'un taux d'inflation élevé, bien que ce taux ait diminué légèrement en 2013. Le taux global d'inflation s'est établi à 11,6 % en 2005, a chuté à 8,6 % en 2007 et s'est élevé en 2008 pour passer à 15,10 %. Cette hausse est attribuable à l'activité politique robuste et à un assouplissement des dépenses en raison des élections nationales en 2007. L'inflation a fléchi pour s'établir à 13,9 % en 2009, à 11,8 % en 2010 et à 10,3 % en 2011. Elle est remontée à 12 % en 2012, principalement en raison de la hausse des prix des produits alimentaires imputable aux inondations qui ont affecté la production alimentaire au Nigéria. Le taux d'inflation estimé pour 2014 (8,05 %) est plus faible que celui de 2013 ; les prévisions pour 2015 révèlent une inflation atteignant 8,78 %. Cette tendance devrait s'inverser en 2016 et 2017,



pour chuter à 8,1 % et 7,52 % respectivement, selon les prévisions.

En 2013, la Banque centrale du Nigéria a instauré un régime de taux d'intérêt élevés et de réduction des réserves monétaires en restreignant l'accès aux dépôts bancaires relevant du secteur public. Cela a contribué à ramener le taux d'inflation en dessous de 10 % pendant la majeure partie de 2013, atteignant la moyenne annuelle de 8,5 % en décembre de cette année. La politique monétaire restrictive restera en place en 2014, en combinant diverses approches, et l'inflation en 2014 est estimée à 8 %, malgré une hausse prévue des dépenses en raison des prochaines élections au début de 2015.

Les avoirs extérieurs, le crédit intérieur et l'ensemble des passifs monétaires ont augmenté sensiblement de 2005 à 2012, mais le taux de croissance des agrégats monétaires a ralenti vers la fin de la période. Le taux de croissance de l'agrégat monétaire intermédiaire M2 est tombé de 43,1 % en 2005-2006 à 16,4 % en 2011-2012, et a atteint 1,2 % en 2012-2013. Ce ralentissement a eu un effet modérateur sur l'inflation récemment. La diminution des passifs monétaires est également attribuable à une baisse des avoirs extérieurs, dont le taux de croissance est passé de 26,69 % en 2011-2012 à -5,86 % en 2012-2013. Le crédit intérieur, quant à lui, s'est accru entre 2011 et 2013, pour passer d'un taux de -7,22 % en 2011-2012 à 18,45 % en 2012-2013. Néanmoins, durant la période considérée, l'inflation est restée bien au-dessus du plafond de 5 % fixé par les critères de convergence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et devrait se poursuivre à ce rythme dans l'avenir.

Finances publiques

Le total des recettes budgétaires a grimpé de 7 582,55 milliards de naira en 2010 à 8 486,50 milliards de naira en 2011, puis à 8 928,88 milliards de naira en 2012. Les

revenus provenant des secteurs autres que le secteur pétrolier et gazier ne contribuent que de façon minime aux recettes totales. Par exemple, les recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés représentaient moins de 10 % du total des recettes budgétaires de 2008 à 2012. Selon les données de la Banque mondiale, en tant que pourcentage du PIB, les recettes fiscales totales ne représentaient que 2,3 % en 2010, 1,8 % en 2011 et 1,5 % en 2012, ce qui indique une charge fiscale globale relativement légère. L'essentiel des recettes budgétaires provient du pétrole et du gaz, qui représentaient entre 57 et 69 % du total des recettes durant la période 2010-2013, et s'élevaient à 4 337 milliards de naira en 2011, 5 872 milliards de naira en 2012, et 5 956 milliards de naira en 2013. La forte dépendance à l'égard des recettes pétrolières et gazières rend le budget public nigérian vulnérable aux chocs pétroliers négatifs.

Le Gouvernement nigérian compte concentrer ses dépenses sur les investissements dans les infrastructures économiques, sociales et pédagogiques et réduire sa participation aux activités économiques directes telles que l'importation d'engrais, la production agricole et les opérations bancaires. Malgré cette volonté, une grande partie des dépenses publiques est mobilisée dans des dépenses de fonctionnement, peu de fonds publics étant disponibles pour les investissements. En 2012, les dépenses du gouvernement fédéral s'élevaient à 4 605,32 milliards de naira, dont 3 325,16 milliards étaient consacrés à des dépenses de fonctionnement. Dans la même année, les dépenses en capital du gouvernement fédéral s'élevaient à 874,76 milliards de naira (environ 2 % du PIB non révisé), soit une réduction par rapport aux 918,55 milliards de naira de l'année précédente. Des tendances similaires s'observent dans les dépenses publiques à tous les niveaux de l'État au Nigéria, ce qui laisse peu de place aux dépenses d'équipement.



Selon un rapport de l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest, les dépenses courantes ont chuté de 10,6 %, descendant de 23,8 % du PIB en 2012 à 20,3 % en 2013, tandis que les dépenses en capital s'élevaient à 2,2 % du PIB contre 1,8 % en 2012, soit une augmentation de 22,6 %.

Le total des dépenses budgétaires s'élevait à 8 789,49 milliards de nairas en 2010, à 9 774,26 milliards de naira en 2011 et à 10 097 milliards de naira en 2012. Les dépenses ont dépassé les recettes de 16 % en 2010, de 15 % en 2011 et de 13 % en 2012, ce qui indique un léger rétrécissement du déficit budgétaire. Selon l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest, le déficit budgétaire en pourcentage du PIB est conforme aux critères de convergence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour 2010 (3,8 %) et 2012 (2,6 %), mais a dépassé le seuil des 4 % pour atteindre 5,03 % en 2011.

La dette du gouvernement fédéral sur le marché intérieur a progressé de 2320 milliards de naira en 2008 à 6 537 milliards de naira en 2012, tandis que sa dette extérieure est passée de 523 milliards de naira en 2008 à 1 026 milliards de naira en 2012, selon la Banque centrale du Nigéria. La dette publique en cours est passée de 11,8 % du PIB en 2006 à 18,4 % en 2012. Avec le récent changement d'année de base pour les estimations du PIB, l'ensemble de la dette publique représentait 11 % du PIB révisé en 2012. L'encours total de la dette publique s'élevait à 51,4 milliards de dollars à la fin de décembre 2013, contre 46,65 milliards de dollars à la fin de décembre 2012. Selon le Fonds monétaire international, la dette extérieure publique représentait 2,9 % du PIB en septembre 2013 (avant la révision). Les chiffres de 2013 sont encore en cours de traitement par la Banque centrale du Nigéria, mais d'après les données fournies, la dette extérieure pourrait s'élever

jusqu'à 1 500 milliards de naira en termes absolus en 2013.

Le ratio du service de la dette continue de baisser depuis 2005. Alors qu'il s'élevait à 15,4 % en 2005, il a atteint seulement 0,4 % en 2010-2011 et 0,3 % en 2012. Le rapport du service de la dette aux recettes budgétaires est tombé de 22,4 % en 2005 à 0,5 % en 2009, et a par la suite progressé à 14,8 % en 2011 et à 18,7 % en 2012.

Une analyse de viabilité de la dette menée en février 2014 par le Fonds monétaire international concluait que, bien que sa dette extérieure ait augmenté, le risque de surendettement du Nigéria est faible. Ses perspectives restent solides, que l'on emploie un scénario de référence ou un test de résistance normalisé. Toutefois, l'analyse révèle également qu'un choc pétrolier persistant ou un déficit budgétaire pourrait saper la viabilité de la dette du pays si des mesures compensatoires ne sont pas prises en temps voulu.

En conclusion, le service de la dette du Gouvernement nigérian semble être soutenable. La majeure partie de la dette est détenue à l'intérieur du pays, ce qui limite l'exposition du gouvernement aux fluctuations du taux de change et aux changements dans la perception des créanciers internationaux. Avec la récente révision des estimations du PIB, la dette publique en cours était à 11 % du PIB en 2012, ce qui peut être considéré comme faible par rapport à l'encours de la dette du Sénégal (32 % d'après la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest) et du Ghana (43,4 % d'après la Banque du Ghana). Toutefois, en raison de la grande dépendance du Gouvernement nigérian à l'égard des recettes pétrolières et gazières, ses finances sont vulnérables à des chocs pétroliers soutenus.



Investissements et compte de capital

Les flux nets d'investissements directs à l'étranger s'établissaient à un montant négatif de -1 921 millions de naira en 2005 et ont régressé constamment jusqu'à -227 milliards de naira en 2009 et à -137 milliards de naira et -125 milliards de naira les deux années suivantes, pour monter de nouveau à -241 milliards de naira en 2012. Les flux nets d'investissements directs à l'étranger devaient, selon les prévisions, être de l'ordre de 193 milliards de naira pour 2013. Les investissements de portefeuille sont restés négatifs au cours de la même période, sans montrer de tendance précise : ils ont varié entre -560 milliards de naira (2008) et -122 milliards de naira (2009), mais ont atteint 507 milliards de naira en 2013. D'autres investissements se situaient entre 174 milliards de nairas en 2005 et -1 276 milliards de naira en 2008. Après être passés à -966 milliards de naira en 2009, ils ont régressé à -2 021 milliards de naira en 2010, à -2676 milliards de naira en 2011, et à -3 562 milliards de naira en 2012. Ils devaient s'élever à -1 616 milliards en 2013.

Les réserves de change ont diminué durant la majeure partie de la période considérée, allant de -1 488 milliards de naira en 2005 à -47 milliards de naira en 2011 et -1 748 milliards de naira en 2012. En 2009 et 2010, elles ont augmenté de 1 564 milliards de naira et 1 491 milliards de naira respectivement. Selon les données de l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest, le Nigéria a respecté le critère de convergence des réserves extérieures de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest au cours de la période 2006-2012. Durant cette période, la valeur des réserves extérieures brutes a toujours suffi à couvrir le coût correspondant à six mois d'importations. En 2013, elles devraient atteindre 154 milliards de naira.

À l'exception de la période 2008-2009, la détention nigériane d'avoirs extérieurs a augmenté constamment durant toute la période considérée (2005-2012), ce qui traduisait des sorties nettes de capitaux. Les entrées nettes d'investissements affichait un résultat négatif de -2,497 milliards de naira en 2005. Par la suite, le compte de capital et le compte financier n'ont cessé de progresser pour passer à -1 667 milliards de naira en 2007, à - 992 milliards de nairas en 2008, pour atteindre ensuite un résultat positif de 1 862 milliards de naira en 2009, et retomber par la suite à 306 milliards de naira en 2010, -831 milliards de naira en 2011 et -1 949 milliards de naira en 2012.

Les entrées nettes d'aide publique au développement (APD) ont connu un déclin considérable de 2005 à 2012. Selon les données de la Banque mondiale, tandis que les flux d'APD étaient de 6,4 milliards de dollars en 2005 et sont passés à 11,4 milliards de dollars en 2006, cette aide se situait seulement entre 1,2 et 2,1 milliards de dollars pour la période 2007-2012, sans révéler de tendance précise. Les entrées récentes d'APD sont 3 à 10 fois inférieures aux niveaux de 2005-2006; elles se situaient à 1,9 milliards de dollars en 2012, ce qui correspond à 0,4 % du PIB non révisé. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Comité d'aide au développement, en 2011-2012, les principaux donateurs d'aide publique au développement étaient l'Agence internationale de développement de la Banque mondiale, suivie des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, de l'Union européenne, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Japon. Plus de 70 % de l'aide publique au développement est allée au secteur de la santé et de la population et à d'autres secteurs sociaux, suivis de



l'infrastructure économique et des services, qui représentaient plus de 10 % de l'APD.

Commerce extérieur et balance des paiements

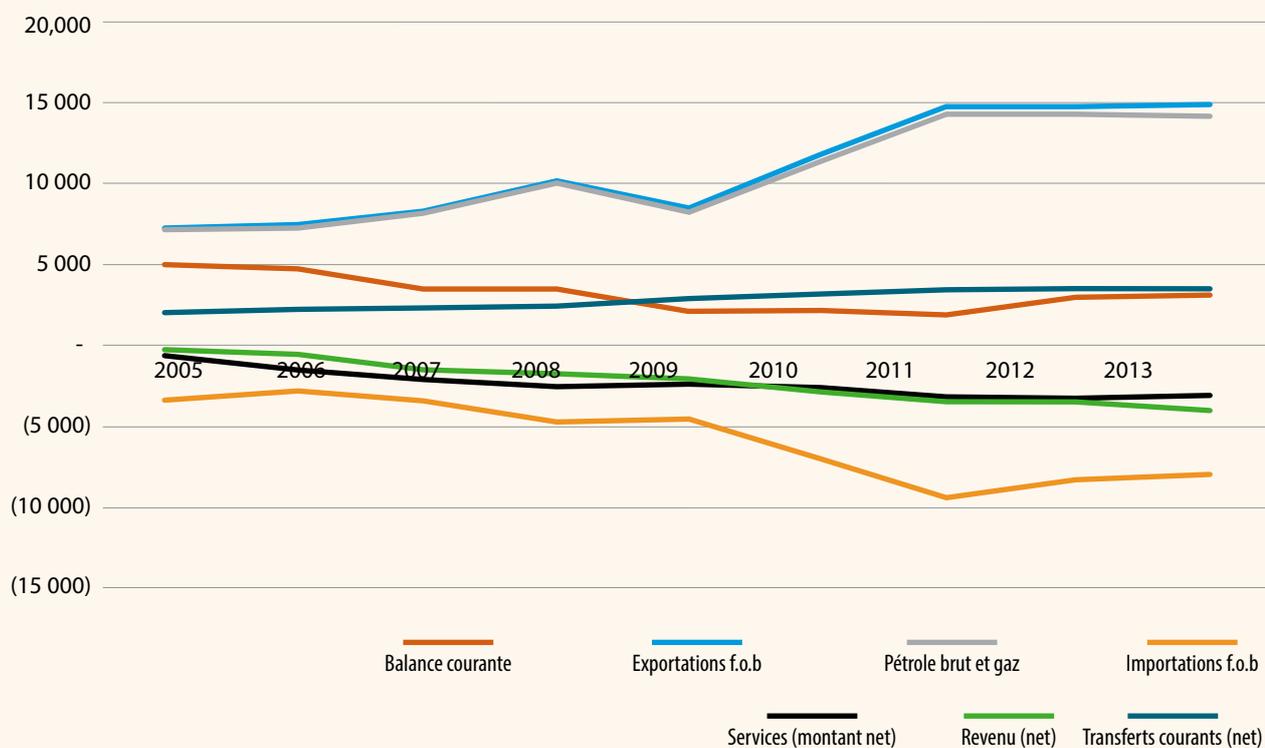
Le commerce extérieur du Nigéria est dominé par l'exportation de pétrole brut et de gaz, qui représentent plus de 85 % des exportations. Alors que la balance commerciale du pétrole brut et du gaz a toujours été positive, c'est l'inverse pour le commerce de produits non pétroliers. Les machines et le matériel de transport, les produits manufacturés et les produits alimentaires représentent la plupart des importations nigérianes. Les produits alimentaires qui sont normalement importés comprennent le riz, les produits laitiers, le poisson et la farine de blé.

S'agissant des exportations de pétrole, les partenaires commerciaux du Nigéria sont les États-Unis (18,5 %), les économies émergentes du Brésil, de l'Inde, de la Chine

et de l'Afrique du Sud (ensemble 30,3 %), les Pays-Bas, l'Italie, l'Espagne, la France et l'Australie (ensemble 25,9 %), et d'autres pays (20 %). La part des exportations à destination des États-Unis n'a cessé de reculer, régressant de 45,7 % en 2008 à 37,5 % en 2010 et à 18,5 % en 2012 en raison de la disponibilité de pétrole et de gaz grâce à des techniques non conventionnelles d'exploitation des ressources en Amérique du Nord. Cette tendance devrait se poursuivre et les exportations vers les États-Unis diminueront davantage à mesure que la production de pétrole non conventionnel continuera d'augmenter.

Alors que le commerce de pétrole et de gaz avec les marchés développés ou émergents domine les exportations du Nigéria, les échanges formels et informels avec la sous-région de l'Afrique de l'Ouest sont tout aussi importants, notamment avec ses pays voisins. Selon la base de données Comtrade des Nations Unies, en 2010-2012, les exportations

Figure 7
Balance courante, 2005-2013



Source : Banque centrale du Nigéria.



vers le Nigéria représentaient 3,21 %, 3,06 % et 1,58 % du PIB du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Togo respectivement en 2010-2012. Les importations en provenance du Nigéria représentaient 8,6 %, 4,31 % et 2,93 % du PIB de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Cameroun respectivement, durant cette même période. Les liens commerciaux informels existant entre le Nigéria et ses voisins sont jugés importants, mais sont difficiles à quantifier. Le tarif extérieur commun de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015, devrait réduire l'incitation à se livrer aux pratiques commerciales informelles et renforcer l'intégration du commerce formel dans la sous-région.

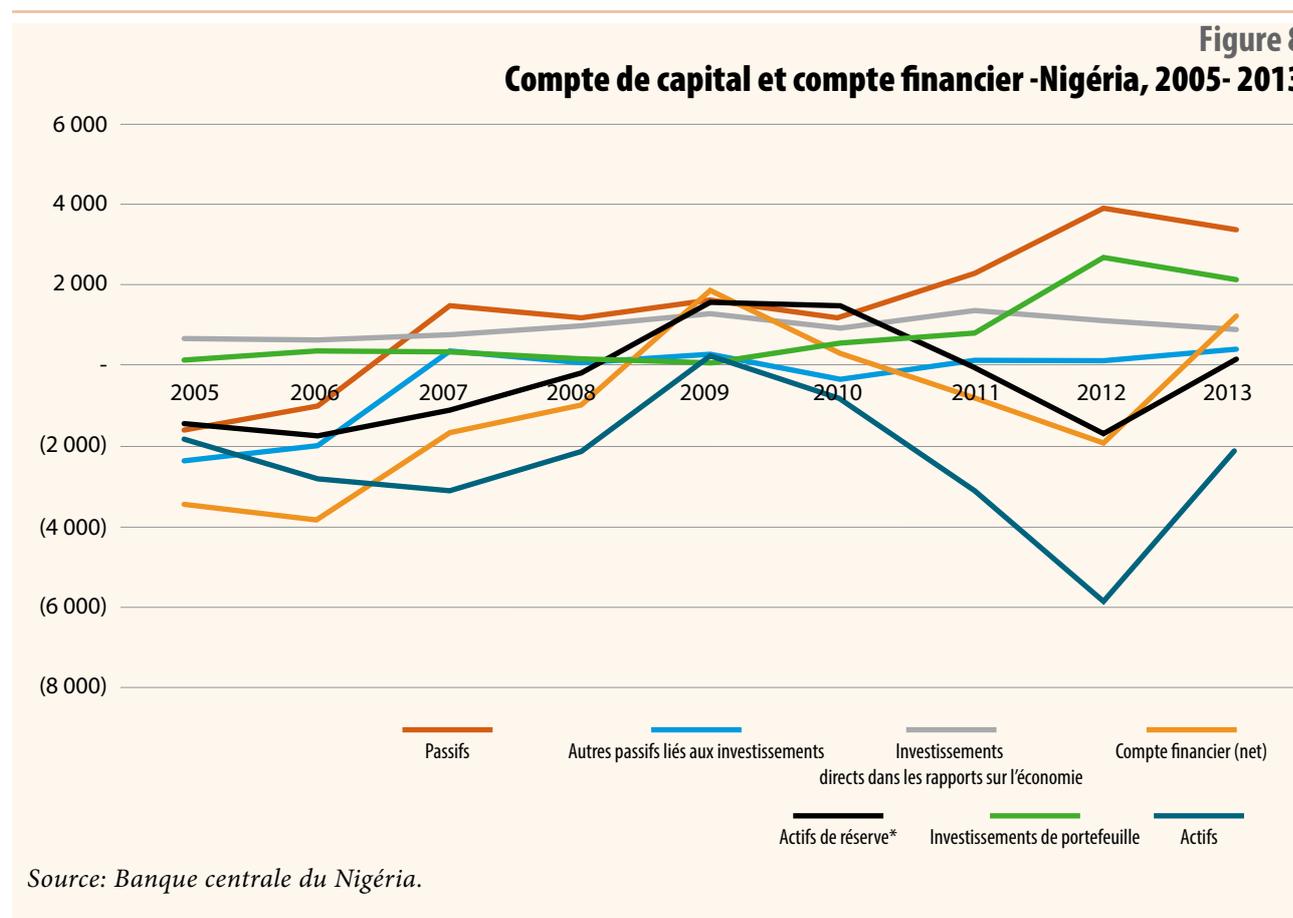
En 2005, la valeur des exportations représentait 31,7 % du PIB, s'élevant à 39 % du PIB en 2010, 52,5 % en 2011 et 55,4 %

en 2012. Sur la même période, la valeur des importations en pourcentage du PIB a fluctué, sans révéler de tendance précise. Elle variait de 19 % en 2005 à 36 % en 2011 et se situait à 22,8 % en 2012.

La balance commerciale en pourcentage du PIB est restée positive depuis 2005, à l'exception de 2009 lorsqu'elle était déficitaire de -0,27 % du PIB. Avant cela, elle variait entre 3 % et 21,6 % du PIB. Au cours des dernières années, la balance commerciale a considérablement augmenté, passant de 10 % du PIB en 2010 à 16,5 % en 2011 et à 32,6 % en 2012.

Le résultat net courant est resté négatif pendant toute la période. En 2005, il s'élevait à -296 milliards de naira, pour se dégrader ensuite et descendre à -2,145 milliards de naira en 2009 et à -3 478 milliards de naira en

Figure 8
Compte de capital et compte financier -Nigéria, 2005- 2013



2012. Durant la même période, les transferts nets courants sont restés positifs, atteignant 1 990 milliards de naira en 2005, 2 883 milliards de naira en 2009 et 3 435 milliards de naira en 2012.

En somme, la balance courante est restée positive tout au long de la période 2005 à 2012. Elle s'est établie à 32,84 % du PIB non révisé en 2005, soit 4 891 744 milliards de naira, a régressé de façon constante sur une base annuelle jusqu'à 5,18 % en 2011, soit 1 931 402 milliards de naira, mais a augmenté par la suite pour passer à 7,87 % en 2012, soit 3 191 523 milliards de naira. La balance courante est restée positive en 2013, avec un solde estimé à 7,4 % du PIB.

Mesurer les processus et dynamiques d'intégration régionale

L'indice d'intégration régionale en Afrique vise à déterminer la mesure dans laquelle chaque pays en Afrique s'intègre au reste du continent. Il évalue le degré de réalisation des objectifs énoncés dans des

accords relatifs à l'intégration tels que le Programme minimum d'intégration de l'Union africaine et le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine. L'indice comprend environ 80 indicateurs, la mouture finale pouvant cependant reposer sur moins d'indicateurs si les données ne sont pas disponibles pour certains d'entre eux. L'indice est un projet commun de la Commission économique pour l'Afrique, de la Banque africaine de développement et de la Commission de l'Union africaine.

Le tableau ci-dessous montre les données concernant le Nigéria pour des indicateurs choisis à partir de l'indice, avec une comparaison des valeurs pour le pays avec celles d'autres pays africains. Le tableau donne le classement du Nigéria dans les différentes dimensions de l'indice d'intégration régionale pour lesquelles il existe des données. Au total, 54 pays sont classés, le rang médian étant 27.

Un examen plus détaillé des indicateurs permet de voir que le Nigéria est en deçà du rang médian africain pour l'infrastructure ; le pays est en dessous du rang médian pour le commerce net d'électricité (23^e), pour la capacité de production d'électricité (26^e), mais il se situe au dessus du rang médian pour la

Tableau 3
Classement du Nigéria dans l'indice d'intégration régionale en Afrique

Dimensions du classement	
23	Infrastructure
45	Commerce
41	Investissements
6	Chaînes de valeur régionales
21	Convergence des politiques macroéconomiques

Source: CEA, 2015.



bande passante sur internet par personne (29^e) et la qualité de l'infrastructure de transport (30^e).

Il ne fait aucun doute que le Nigéria doit redoubler d'efforts pour faciliter ses échanges commerciaux avec le reste du monde. Sur la base de l'indice de "Doing Business" de la Banque mondiale, le pays se classe 34^e parmi les pays africains, bien au dessus du rang médian, pour la facilité de commercer à travers les frontières et 47^e pour ce qui est du nombre de documents requis pour importer et exporter dans le continent. Le Nigéria est 26^e pour la complémentarité du commerce des marchandises avec le reste de l'Afrique (juste en dessous du rang médian). Les échanges du pays avec le reste de l'Afrique est relativement faible; avec un rang 48^e sur 51 dans le continent en ce qui concerne le commerce intra-africain des marchandises en pourcentage du PIB.

Concernant les investissements, le cadre réglementaire du Nigéria figure parmi les moins favorables d'Afrique pour ce qui est du démarrage et du fonctionnement d'une entreprise locale, car il se classe 41^e. Le pays est 42^e dans le continent s'agissant d'attirer les investissements étrangers, mais 6^e, pour ce qui est de la promotion de la mise en place de chaînes de valeur régionales. Il est 9^e pour la part des importations intra-africaines de biens intermédiaires et se classe 4^e pour la part totale des exportations intra-africaines de biens intermédiaires. Concernant la convergence des politiques macroéconomiques, le Nigéria est 21^e dans le continent.

Tendances de l'intégration sous-régionale

Critères de convergence

Selon l'Agence monétaire ouest-africaine, le Nigéria a amélioré ses résultats eu égard aux critères de convergence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en 2013, en satisfaisant six des critères de convergence contre cinq en 2012.

S'agissant des critères de convergence primaires, le pays a atteint les objectifs relatifs au déficit budgétaire, au concours de la Banque centrale aux banques et aux réserves extérieures brutes. Mais il n'a pas atteint l'objectif relatif à l'inflation. En bref, il a atteint trois des quatre critères primaires, tout comme en 2012.

En ce qui concerne les critères de convergence secondaires, le Nigéria a accompli des progrès en 2013 par rapport à 2012. En 2012, deux critères seulement ont été satisfaits alors que trois objectifs ont été atteints en 2013. Les objectifs relatifs au taux d'intérêt réels, à la stabilité du taux de change nominal et à la dette publique ont été atteints tandis que ceux relatifs aux recettes budgétaires, aux investissements publics et à la masse salariale n'ont pu l'être. En raison du manque de données, les critères relatifs aux arriérés intérieurs n'ont pas pu être évalués.

Systèmes de paiement

La mise en œuvre du programme pilote Cash-Lite se poursuit. La Banque centrale a également mis en route une modification de la loi sur les systèmes de paiement et un forum contre la cyberfraude.

Intégration du secteur financier

En janvier 2013, le Nigéria a créé la "Securities and Exchange Commission", qui vise à améliorer la compétitivité de ses marchés des capitaux et il a approuvé le capital minimum requis pour les institutions financières selon leur type de fonctionnement. Selon l'Agence monétaire ouest-africaine, les indicateurs financiers pour 2013 indiquent la robustesse du système bancaire nigérian, le taux des créances douteuses ayant régressé de 3,7 % en 2012 à 4,6 % en 2013.

Tarif extérieur commun (TEC)

Les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sont convenus de mettre en place un système de tarifs extérieurs communs à compter du 1^{er} janvier 2015. Le système vise à faciliter l'intégration du commerce par l'accroissement de la transparence et de la cohérence des tarifs. La réforme pourra entraîner la réduction des incertitudes pour les entreprises et les liens commerciaux officiels entre le Nigéria et les autres membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest devraient en principe se renforcer.

Harmonisation des statistiques

Le Nigéria accomplit des progrès considérables dans ses efforts tendant à harmoniser ses statistiques pour les mettre aux normes internationales. Le remplacement de 1990 par 2010 comme année de référence pour les estimations du PIB a été achevé en avril 2014. Établi sur une base mensuelle, l'indice des prix à la consommation du Nigéria permet de recueillir des informations au niveau national, mais en faisant une distinction entre les régions rurales et les régions urbaines. L'élaboration d'un indice des prix à la production est également en cours.

Transformation sociale

Le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique, avait une population de 180 millions d'habitants en 2014 vivant sur une superficie de 923 786 km². La croissance démographique demeure forte mais s'est considérablement ralentie, avec un taux de 3,18 % en 2006 et 2,47 % en 2014. En dépit de ses performances économiques, attestées par une croissance forte soutenue de 6,77 % entre 2005 et 2013 (estimations non révisées), qui dépasse le taux de croissance démographique, le Nigéria est en retard dans son développement social.

Main-d'œuvre, chômage et protection sociale

Une bonne partie de la main-d'œuvre est employée dans le secteur primaire. L'agriculture, la sylviculture et la pêche occupent environ 40,1 % de la main-d'œuvre masculine et 19,9% de la main-d'œuvre féminine. En dépit de sa contribution élevée au PIB, le secteur des industries extractives n'emploie que 0,3 % de la main-d'œuvre. Une autre source d'emploi importante est le secteur des services. Le commerce de gros et de détail (y compris les réparations) emploie 24,9 % de la main-d'œuvre. Ces secteurs sont suivis par d'autres activités de services (7,1 %), les services d'hébergement et d'alimentation (5,6 %), les transports et le stockage (4,1 %) et l'éducation (3,2 %), alors que le secteur manufacturier occupe 11 % de la main-d'œuvre et la construction 2,4 %.

En raison de la forte croissance démographique et de l'exode rural et en dépit d'une croissance économique forte soutenue, le taux de chômage a doublé au cours des 10 dernières années, en progressant de 12,3 % en 2006 à 23,9 % en 2011. Il devrait, selon les projections, rester à un niveau élevé en 2014 (24,3 %). Le taux de chômage élevé est plus aigu chez les jeunes : 25 % d'entre eux âgés de



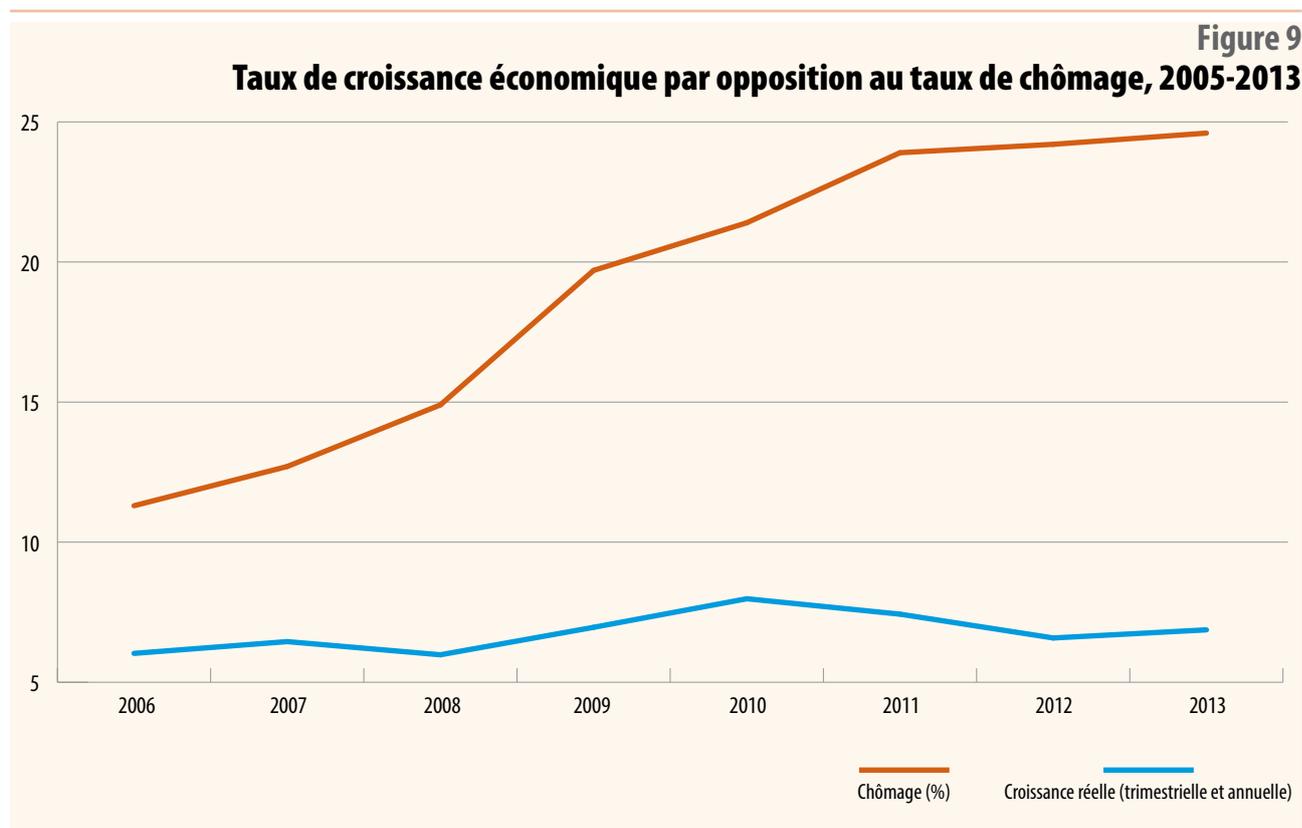
15 à 24 ans sont au chômage et la situation ne devrait pas s'améliorer dans l'immédiat. Le taux de chômage élevé et stationnaire en une période de croissance économique rapide est une tendance inquiétante et a contribué à l'aggravation des inégalités des revenus observées dans le pays.

Selon l'Institut du développement outre-mer/ UNICEF, le Nigéria alloue une part relativement faible de son budget aux secteurs sociaux par rapport à d'autres pays (12 % des dépenses publiques à l'éducation et 7 % à la santé): Les efforts déployés récemment par les pouvoirs publics ont accru la priorité accordée à la protection sociale. À titre d'exemple, l'État a utilisé des fonds provenant d'une initiative d'allègement de la dette, négociée avec le Club de Paris en 2005, pour financer un programme pilote de transfert monétaire assorti de conditions, un programme de santé maternelle et infantile gratuit ainsi que des interventions dans les domaines de la santé, de l'éducation, de même que de l'eau et de l'assainissement.

Malgré les progrès récents, les programmes de protection sociale existants ont une portée limitée. C'est ainsi que le programme de transfert monétaire assorti de conditions était censé se développer au moyen d'un financement des États fédérés. Cependant, seul un tiers des gouvernements des États a engagé des fonds au programme qui ne s'étend au plan national qu'à 0,001 % des ménages pauvres, comme déclaré par l'Institut du développement outre-mer/ UNICEF.

Pauvreté

Bien que le Nigéria ait produit des résultats économiques impressionnants en termes absolus, selon les données de la Banque mondiale, le revenu national brut par habitant du pays (en dollars courants, méthode Atlas) s'établit à 2 490 dollars seulement, montant inférieur à celui d'autres économies émergentes. En 2012, le revenu national brut par habitant du Brésil de 11 630 dollars, celui de l'Afrique du Sud de 7 460 dollars et celui de la Chine de 5 720 dollars.



La faiblesse relative du revenu national brut par habitant du Nigéria traduit des disparités régionales et une pauvreté généralisée dans le pays. L'indice de Gini mesurant l'inégalité des revenus s'établissait à 48,1 en 2010 – ce qui indique des niveaux d'inégalité élevés par rapport à d'autres pays de la sous-région. En 2010, les indices de Gini du Ghana, du Sénégal et du Burkina Faso se montaient à 42,8, 39,2 et 29,8 respectivement.

La même année, selon le système de suivi des Objectifs du Millénaire pour le développement, 68 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par personne par jour et l'écart de pauvreté était à 33,7 %. Compte tenu du seuil de pauvreté de 2 dollars par personne par jour, selon les données de la Banque mondiale, 84,5 % de la population nigérienne vit dans la pauvreté et l'écart de pauvreté est à 50 %. Les statistiques nationales sur la pauvreté indiquent que la pauvreté est plus aiguë dans les zones rurales. Tandis que 52,8 % de la population rurale vit en dessous du seuil de pauvreté national, c'est 34,1 % de la population urbaine qui est considérée comme pauvre.

En 2012, le Nigéria avait un faible score de 0,471 dans l'indice de développement humain, une mesure multidimensionnelle de la pauvreté, et occupe le 153e rang sur 187 pays. Si l'inégalité n'est pas prise en compte dans l'indice, ce score du Nigéria chute à 0,276, soit une baisse de 41,4 %, laquelle peut être considérée comme élevée, par rapport à une baisse moyenne due à la non-prise en compte de l'inégalité se montant à 33,5 % pour les pays classés au bas de l'indice et à 35 % pour l'Afrique subsaharienne. Cette forte baisse indique que l'indice ne révèle pas le niveau réel de la pauvreté en raison d'une inégalité généralisée dans le pays.

D'un point de vue dynamique, le Nigéria a enregistré des progrès dans la réduction de la pauvreté. Cependant, dans ce domaine, ses réalisations restent en deçà de son potentiel si ces progrès sont mis en regard des forts taux de croissance économique enregistrés dans le pays. L'incidence de la pauvreté sur la base du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par personne par jour a fluctué entre 61,9 % en 1992 et 68 % en 2010 sans une tendance nette. Les estimations établies par le système de suivi des objectifs du Millénaire pour le développement font ressortir un fléchissement jusqu'à 54,4 % en 2011. Des incertitudes subsistent sur l'atteinte par le pays de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015. De même, le score du pays dans l'indice du développement humain s'est amélioré légèrement de 2005 à 2012, à un taux annuel moyen de 1,2 %, ce qui dénote des améliorations dans l'espérance de vie, l'éducation et le revenu national brut par habitant.

Santé et éducation

Le profil sanitaire du pays a connu des améliorations ces dernières années tout en restant préoccupant. Bien qu'il se soit amélioré par rapport au niveau supérieur à 20 % enregistré en 1990, le taux de mortalité de 12,5 % des enfants de moins de 5 ans demeure plus élevé que la moyenne régionale (9,5 %) et est supérieur au double de la moyenne mondiale (4,8 %). Le paludisme (20 %), la pneumonie (17 %), d'autres maladies (14 %), les naissances avant terme (12 %) et la diarrhée (11 %) sont les causes les plus fréquentes de décès d'enfants. La malnutrition des enfants est répandue. Le retard de croissance des enfants de moins de 5 ans stagne à plus de 40 % depuis 2000. Pour la population en général, les causes les plus fréquentes de décès sont les maladies transmissibles (81 %), suivies par les maladies non transmissibles (14 %) et les blessures



(5 %). Le Nigéria est l'un des rares pays du monde où la poliomyélite persiste, mais cela se limite aux États du nord-est.

La fécondité s'établit à 6 enfants par femme, ce qui dépasse la moyenne régionale (5 enfants) et la moyenne mondiale (2,5 enfants). La mortalité maternelle est de 560 décès pour 100 000 naissances vivantes et reste de ce fait plus élevée que la moyenne régionale de 500 décès et la moyenne mondiale de 200 décès. L'espérance de vie à la naissance était de 49 ans en 2005 et a progressé à 52,3 ans en 2012 (53,4 ans pour les femmes et 51,7 pour les hommes).

La forte croissance démographique du pays met à rude épreuve son système d'éducation déjà mis au défi. En 2011, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), les enfants en âge de fréquenter l'école primaire représentaient plus de 16 % de la population. Il ressort des estimations que 10,1 millions d'enfants ne fréquentent pas l'école et que 26 % n'achèvent pas le cycle. Selon les Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, le taux de scolarisation dans le primaire a régressé de 100 % en 2005 à 84,8 % en 2010. Le taux net de scolarisation corrigé était de 66,6 % en 2005 et a chuté à 58,6 % en 2010. En 2008, seuls 61 % des hommes et 41 % des femmes savaient lire et écrire. Le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur était de 10,4 % pour les hommes et de 8 % pour les femmes en 2005.

Récemment, la guerre et l'insécurité qui sévissent dans le nord-est du pays ont rendu presque impossible la scolarisation. Dans l'État de Borno, où plus de 200 filles ont été enlevées par Boko Haram en avril 2014, la plupart des écoles secondaires ont fermé. Faute de ressources, la police et l'armée sont incapables de protéger les écoles.

Égalité des sexes et politique de promotion

Les femmes et les filles constituent approximativement 49 % de la population du Nigéria. Selon un rapport du British Council sur la condition de la femme au Nigéria, les femmes et les filles ont bien moins de chances dans la vie que les hommes et aussi que leurs sœurs vivant dans des sociétés comparables. Une politique nationale de l'égalité des sexes a été promulguée mais n'a pas encore produit de résultats bien que des progrès considérables aient été accomplis dans certains aspects.

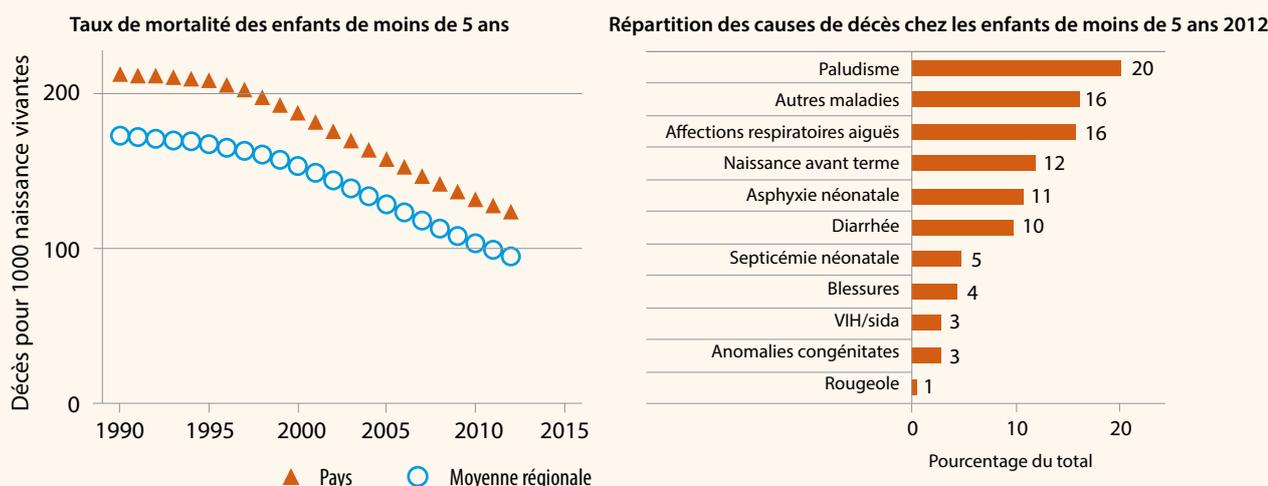
Le taux de mortalité maternelle est tombé de 1 100 décès pour 100 000 naissances vivantes à 970 décès en 2000 et à 630 en 2010. Les progrès récents sont prometteurs et s'ils se poursuivent, l'objectif du Millénaire pour le développement concernant la mortalité maternelle (Objectif 5.1) pourra être atteint. En dépit de ces progrès, la mortalité maternelle reste élevée par rapport à celle d'autres pays de la sous-région. Au Burkina Faso, cette mortalité s'établissait à 300 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2010 et au Sénégal le chiffre était de 370 décès pour 100 000 naissances vivantes.

Les femmes sont sous-représentées dans l'activité économique. Si 63,3 % des hommes ont participé au marché du travail en 2011, c'était le cas de 47,9 % des femmes seulement, ce qui marque une différence de 15,4 points de pourcentage dans la participation au marché du travail. Selon un rapport du British Council, une proportion de 60 à 79 % de la main-d'œuvre rurale est constituée par des femmes mais les hommes ont cinq fois plus de chances de posséder la terre.

Dans le domaine politique, la participation des femmes reste marginale. En 2012, seulement 6,7 % des sièges au parlement national étaient occupés par des femmes. À 28,1 %, la proportion des femmes

Figure 10

Mortalité et causes de décès des enfants de moins de 5 ans



Source : Organisation mondiale de la Santé, 2014.

occupant une fonction ministérielle est beaucoup plus élevée, bien qu'il y ait des exemples de femmes occupant des postes de responsabilité.

Transformation structurelle thématique

L'effet hypothétique de faibles prix du pétrole et de dépenses publiques accrues a été évalué à partir de deux scénarios de prévision fondés sur le projet LINK/Modèle de prévision économique mondiale. Ce modèle comprend plus de 150 modèles nationaux intégrés et il est régulièrement utilisé par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et les commissions économiques régionales pour projeter la croissance du PIB et d'autres variables économiques clés aux niveaux mondial, régional et national. Les prévisions ci-dessous ont été estimées à partir du modèle national pour le Nigéria. Les résultats sont comparés à la prévision la plus récente du Département des affaires économiques

et sociales pour le Nigéria, qui est utilisé comme scénario de base².

Scénario 1: Faibles prix du pétrole

En dépit de l'importance croissante des secteurs non pétroliers en tant que moteurs de la croissance ces dernières années, la production de pétrole et de gaz demeure un important facteur économique; le pétrole conserve un poids important dans les exportations du Nigéria (plus de 85 %) et les recettes publiques. La faiblesse de la demande mondiale et la mise en valeur du pétrole non conventionnel aux États-Unis ont entraîné un effondrement des prix du pétrole, qui ont atteint en novembre 2014 leur niveau le plus bas en cinq ans, lorsque les pays producteurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont décidé de maintenir leur production. La figure 11 présente les hypothèses de base initiales portant sur les niveaux du prix du pétrole dans la prévision et les hypothèses pour un

² Pour le scénario de base, voir Département des affaires économiques et sociales, 2015 ; Situation et perspectives de l'économie mondiale, publication datée du 10 décembre 2014, New York,

<http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/>.

scénario à hypothèse plus basse avec des prix du pétrole plus faibles.

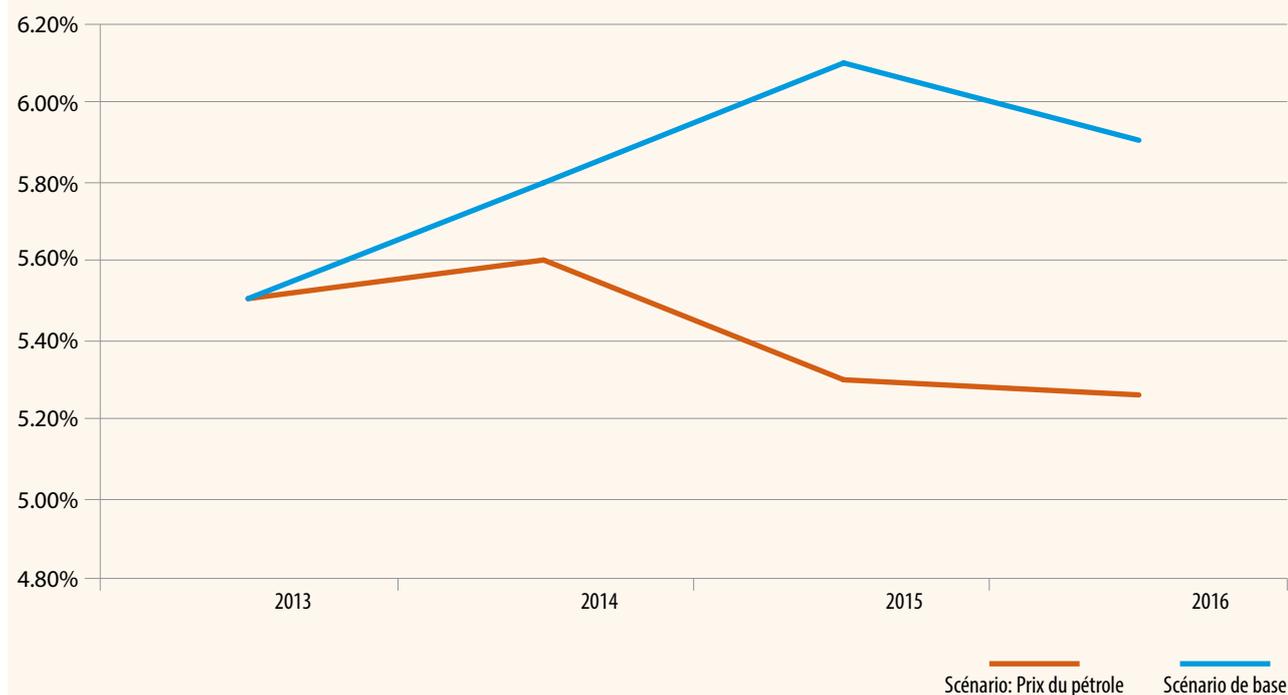
L'effondrement des prix du pétrole en novembre et décembre 2014 ne se traduira que par une légère diminution des prix moyens du pétrole pour 2014, parce que les prix ont été élevés durant toute l'année. Pour le scénario fondé sur de faibles prix du pétrole, l'hypothèse est que les prix du pétrole se relèveront légèrement de leur faible niveau de 70 dollars le baril environ du début de décembre 2014 pour se stabiliser autour de 80 dollars en 2015 et 2016. Pour 2014, les faibles prix du pétrole n'ont eu qu'un effet limité sur la croissance du PIB (-0,2 point de pourcentage). Si les prix annuels moyens du pétrole se stabilisent autour de 80 dollars le baril, la croissance se ralentira considérablement. Le taux de croissance du Nigéria chutera de -0,8 % en 2015 et de -0,6

% par rapport au scénario de base. La chute des prix du pétrole aura également un effet négatif sur le compte courant du Nigéria qui risque de se détériorer de -0,5 % du PIB en 2014 et de -2 % et -2,4 % en 2015 et 2016 respectivement par rapport au scénario de base.

La récente croissance des secteurs non pétroliers a réduit la dépendance du pays à l'égard de la production de pétrole en tant que moteur de la croissance. Cependant, l'exercice de simulation démontre qu'une chute des prix mondiaux du pétrole produit toujours un grand effet négatif sur l'économie nigériane. Un renforcement continu de l'économie non pétrolière réduira l'exposition du pays à ce risque de baisse dans l'avenir.



Figure 12
Croissance du PIB



Scénario 2: Dépenses publiques

À l'approche des élections générales prévues pour mars 2015, les observateurs s'attendent à une augmentation des dépenses publiques globales en 2014 et pendant le premier trimestre de 2015. La figure 13 présente une trajectoire possible de croissance des dépenses publiques dans ce contexte. Le taux de croissance des dépenses publiques est exposé à la figure 13 pour le scénario de base et le scénario fondé sur des dépenses publiques élevées. En 2013, le taux est de 3,7 % tant pour le scénario de base que pour le scénario fondé sur des dépenses publiques élevées. Au titre de ce dernier scénario, les dépenses publiques atteignent un taux de croissance de 14,35 % en 2014, soit 5,25 % de plus par rapport au scénario de base. Étant donné qu'il est prévu que certaines dépenses de 2015 seront effectuées en 2014, la croissance des dépenses publiques chutera

par rapport au scénario de base en 2015 et 2016.

Le scénario de croissance qui en résulte est présenté à la figure 14. Les dépenses publiques accrues en 2014 servent à stimuler la croissance du PIB. Au titre de ce scénario, l'économie nigériane devrait croître d'un point de pourcentage plus vite qu'au titre du scénario de base. La croissance accélérée s'accompagnera d'une augmentation de l'inflation de 0,4 % en 2014 et de 0,2 % en 2015, par rapport au scénario de base. L'effet positif sur la croissance du PIB persistera seulement en 2014 et la croissance en 2015 et 2016 restera en deçà du scénario de base.

Message à retenir

Dans l'ensemble, toutes les prévisions examinées indiquent que les perspectives économiques du Nigéria demeurent

Figure 13
Croissance des dépenses publiques

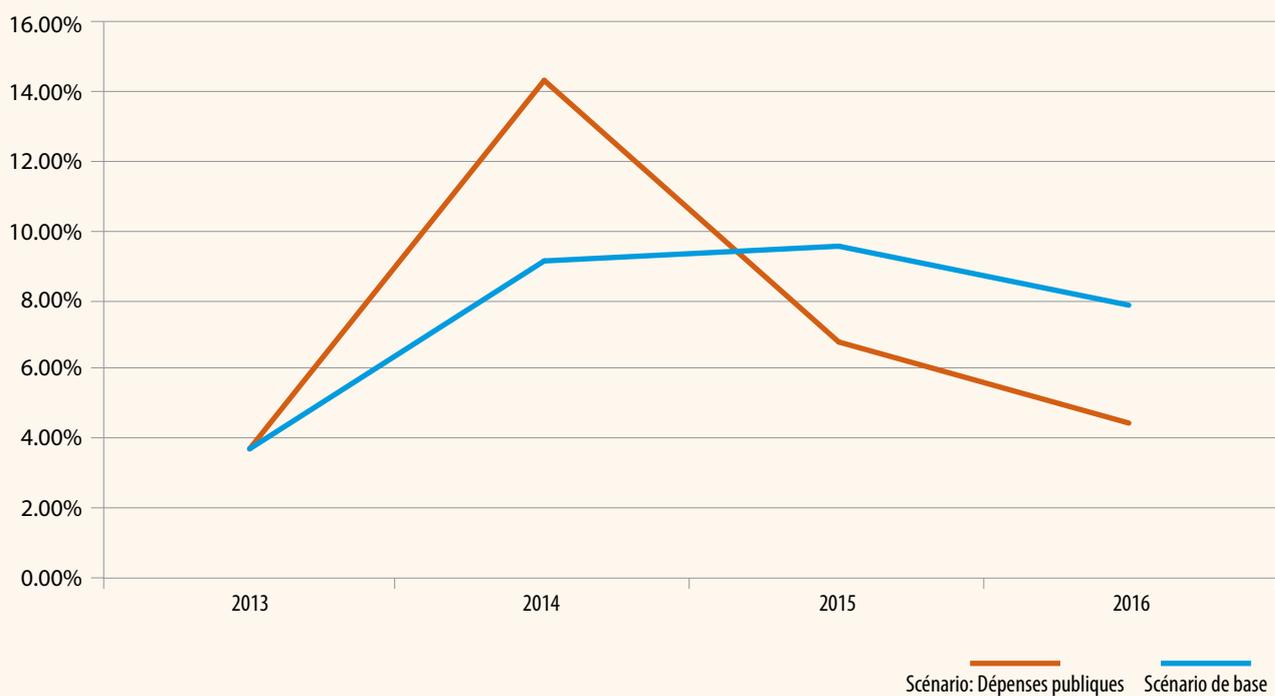
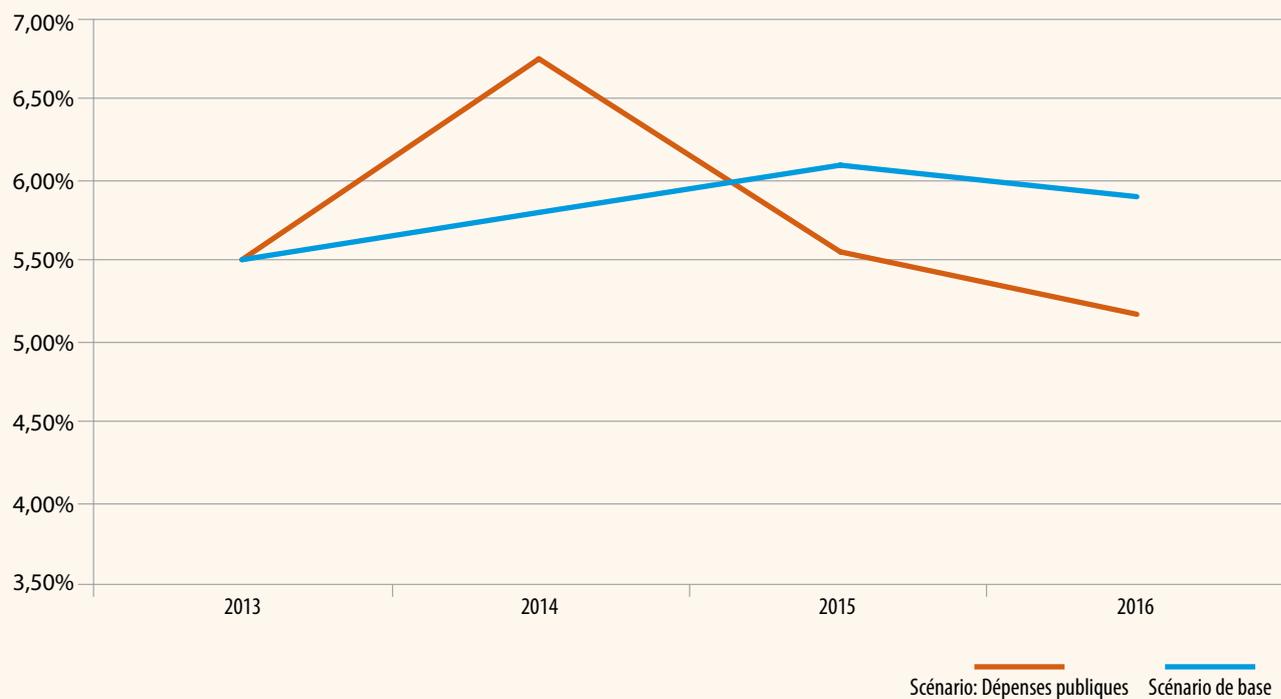


Figure 14
Croissance du PIB



prometteuses en dépit d'importants risques de baisse. Les deux scénarios, examinés dans la présente section, font apparaître que de faibles prix mondiaux du pétrole et des dépenses publiques accrues peuvent représenter un risque pour la trajectoire de croissance du pays. Premièrement, l'économie du Nigéria subit actuellement une transformation structurelle qui devrait se poursuivre, car elle réduit la dépendance du pays à l'égard du secteur pétrolier. Deuxièmement, à l'approche des élections générales, l'accroissement des dépenses publiques pourrait donner une impulsion temporaire à l'économie. Cependant, pour un développement économique équilibré à long terme, la prudence en matière budgétaire est de règle.



